



N° 61-220-XIF au catalogue

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2003



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 263-1136).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel **infostats@statcan.ca**

Site Web **www.statcan.ca**

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-220-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 32\$CAN l'exemplaire (PDF) et de 32\$CAN pour un abonnement annuel (HTML). Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à **www.statcan.ca**, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur **www.statcan.ca** sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division de l'organisation et des finances de l'industrie

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Mai 2005

N° 61-220-XIF au catalogue

ISSN 1499-8564

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-220-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Nota

En raison de l'arrondissement de certains chiffres, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs composantes.

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

Jean-Pierre Simard	directeur par intérim, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
David Sabourin	chef, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle
Karine Liu	économiste, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle
Neelam Prakash	analyste, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle
Stewart Taylor	économiste principal, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse structurelle
Louise Noel	chef d'unité, Services aux clients
Susan Jabbour	aide technique, Services aux clients
Lisa Jesmer	aide technique, Services aux clients
Philippe Marceau	analyste financier, Section de l'évaluation des données financières

Préface

Le monde se fait de plus en plus petit à mesure que la technologie repousse les frontières nationales. Dans le contexte d'un marché dynamique à l'heure de la mondialisation, les entreprises ont dû repenser leur façon d'exercer leurs activités commerciales et les gouvernements, revoir leur cadre réglementaire. Il importe plus que jamais de disposer de données sur les aspects transnationaux de l'économie afin de mieux comprendre cette nouvelle ère économique.

Près de 40 ans après sa création, le programme de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* permet toujours de recueillir des données pertinentes sur l'ampleur du contrôle étranger dans l'économie canadienne. Les avancements technologiques et l'évolution des conditions du marché ont entraîné une meilleure internationalisation des entreprises. En pleine croissance, compétitive et misant sur son patrimoine de ressources naturelles, sur une population active hautement qualifiée, sur une productivité relativement élevée et sur une qualité de vie incomparable, l'économie canadienne offre aux chefs d'entreprise du monde entier des possibilités d'investissement de premier choix. Les firmes étrangères peuvent accéder au marché canadien de plusieurs façons, par exemple, au moyen d'investissements directs étrangers ou d'activités de fusions et d'acquisitions.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* constitue un instrument clé permettant de mesurer le contrôle étranger. L'application de cette loi relève du statisticien en chef du Canada, sous l'autorité du ministre de l'industrie. Elle a pour objet la collecte de données sur la situation financière et la propriété des sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, ainsi que l'utilisation de ces données pour évaluer l'ampleur du contrôle des non-résidents sur les sociétés canadiennes ainsi que les effets qui s'y rattachent.

En vertu de cette loi, les sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada et dont l'actif pour la période de déclaration excède 10 millions de dollars ou dont le revenu brut tiré d'activités menées au Canada excède 15 millions de dollars sont tenues de fournir à Statistique Canada des données financières ainsi que des données sur la propriété. Les sociétés dont l'actif ou le revenu brut sont en deçà de ces seuils, mais dont la valeur comptable des titres de créance à long terme ou des actions détenus directement ou indirectement par des non-résidents est supérieure à 200 000 \$, doivent aussi communiquer ces données. Au total, plus de 40 000 sociétés remplissaient ces conditions pour l'année de référence 2003.

La notion de contrôle qui se rattache au présent rapport englobe à la fois le contrôle « direct » et le contrôle « effectif ». Un particulier, un groupe ou une société exerce un contrôle direct sur une société s'il détient — directement ou indirectement — plus de 50 % des actions donnant droit de vote. Il peut y avoir contrôle effectif d'une société lorsque personne ne possède la majorité des actions donnant droit de vote, par exemple si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société. Du point de vue de Statistique Canada, une société est sous contrôle étranger si elle fait l'objet d'un contrôle « direct » ou « effectif » de la part d'un particulier, d'un groupe ou d'une société qui ne réside pas au Canada.

Depuis l'année de référence 1999, les statistiques financières sont recueillies et compilées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ce système a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données statistiques sur les industries dans ces trois pays. Le SCIAN diffère nettement de la Classification type des industries pour les compagnies et entreprises (CTI-C) de 1980, qui était utilisée avant 1999.

En vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, chaque année, on doit présenter au Parlement un rapport faisant la synthèse de l'ampleur du contrôle étranger dans l'économie canadienne. Le présent rapport est déposé pour l'année de référence 2003.

Jean-Pierre Simard
Directeur par intérim, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Table des matières

Sommaire exécutif	6
Introduction	7
Section 1 Toutes les branches d'activité	8
1.1 Introduction	8
1.2 Contrôle étranger	8
1.3 Domination des États-Unis	11
1.4 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier	12
Section 2 Branches d'activité non financières	14
2.1 Contrôle étranger — 2003	14
2.2 Perspective historique	15
2.3 Part étrangère	15
2.4 Part selon la branche d'activité	16
Section 3 Branches d'activité financières et assurances	20
3.1 Contrôle étranger - 2003	20
3.2 Distribution de la part étrangère	20
3.3 Part selon la branche d'activité	21
Section 4 Rendement économique	24
4.1 Contrôle étranger — 2003	24
4.2 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier	25
4.3 À l'échelle de la branche d'activité	25
Produits connexes	29
Tableaux statistiques	
Tableau 1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	31
Tableau 2 Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	32
Tableau 3 Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	33
Tableau 4 Services publics	34
Tableau 5 Construction	35
Tableau 6 Fabrication	36

Table des matières – suite

Tableau 7 Commerce de gros	37
Tableau 8 Commerce de détail	38
Tableau 9 Transport et entreposage	39
Tableau 10 Industrie de l'information et industrie culturelle	40
Tableau 11 Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	41
Tableau 12 Sociétés d'assurance et activités connexes	42
Tableau 13 Autres industries financières	43
Tableau 14 Intermédiation financière par le biais de dépôts	44
Tableau 15 Services immobiliers et services de location et de location à bail	45
Tableau 16 Services professionnels, scientifiques et techniques	46
Tableau 17 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	47
Tableau 18 Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	48
Tableau 19 Arts, spectacles et loisirs	49
Tableau 20 Hébergement et services de restauration	50
Tableau 21 Réparation, entretien et services personnels	51
Tableau 22 Total des branches d'activité financières et assurances	52
Tableau 23 Total des branches d'activité non financières (sauf l'industrie de gestion de sociétés et d'entreprises)	53
Tableau 24 Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)	54

Qualité des données, concepts et méthodologie

Concepts, méthodes et qualité des données	55
Sources de données et méthodes	56
Concepts et indicateurs	59

Appendice

A. Bibliographie	63
------------------	----

Sommaire exécutif

Pour la première fois en 2003, la valeur de l'actif sous contrôle étranger dans les sociétés canadiennes a dépassé le billion de dollars.

Néanmoins, le contrôle étranger dans l'économie canadienne en 2003, qui est mesuré selon la part de l'actif de toutes les sociétés, a connu une baisse par rapport à l'année précédente.

En 2003, les sociétés sous contrôle étranger détenaient 22,3 % de l'actif, comparativement à 22,7 % en 2002. La part de l'actif des sociétés sous contrôle étranger représentait, en 2003, une hausse de deux points de pourcentage depuis 1990, une grande partie de cette augmentation ayant été enregistrée vers la fin des années 1990.

L'actif des sociétés sous contrôle canadien a augmenté de 4,4 % pour s'établir à 3,5 billions de dollars en 2003, alors que l'actif des sociétés sous contrôle étranger a connu une hausse de 2,1 %. Il s'agit de la progression la plus lente depuis 1991.

Cela dit, la croissance a tout de même été suffisante pour faire passer la valeur de l'actif sous contrôle étranger de 992 milliards de dollars en 2002 à un peu plus de 1 billion de dollars en 2003.

Une deuxième mesure du contrôle étranger, soit la part des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, a augmenté légèrement.

La part des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger s'est établie à 29,6 % en 2003, ce qui représente une légère hausse par rapport aux 29,5 % enregistrés l'année précédente. Après 1995, le contrôle étranger s'est maintenu autour de 30 %, sauf variation exceptionnelle.

La part de l'actif sous contrôle américain a augmenté considérablement au fil des années. En effet, en 1990, la part des États-Unis représentait 50,6 % de l'actif sous contrôle étranger, alors qu'en 2003, la proportion atteignait 62,3 %.

Pour ce qui est des revenus d'exploitation, la situation est quelque peu différente. La part américaine des revenus des sociétés sous contrôle étranger est demeurée assez stable au cours des 16 dernières années, variant entre 63 % et 70 %.

En 2003, la part américaine des revenus des sociétés sous contrôle étranger s'établissait à 64,1 %, ce qui constitue le pourcentage le plus bas enregistré depuis le début des années 1990.

Le reste des revenus des sociétés sous contrôle étranger était réparti entre de nombreux pays. La Grande-Bretagne et l'Allemagne détenaient la plus grande part.

Le contrôle étranger est plus marqué dans le secteur non financier que dans le secteur financier. Dans le secteur non financier, 29,3 % de l'actif étaient sous contrôle étranger en 2003, comparativement à seulement 15,0 % dans le secteur financier; il s'agit de la plus petite proportion enregistrée depuis 1988. Le secteur financier comprend les banques, les coopératives de crédit, les sociétés d'assurance, les sociétés de crédit ainsi que d'autres intermédiaires financiers.

Le secteur non financier est constitué de toutes les autres branches d'activité. Le contrôle étranger fait l'objet d'une réglementation plus répandue dans le secteur financier que dans le secteur non financier, ce qui peut expliquer, du moins en partie, pourquoi le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier.

Introduction

Chaque année, Statistique Canada établit des statistiques sur le contrôle étranger conformément à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Le présent rapport fait état tant des niveaux actuels de ce contrôle que des tendances qui peuvent émerger. Le contrôle étranger se mesure par les parts respectives de l'actif et des revenus d'exploitation que détiennent toutes les sociétés en activité au Canada qui sont contrôlées par des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif livrent une perspective à plus long terme; elles rendent compte de l'évolution plus lente dans le temps des décisions économiques et des conditions du marché. Les mesures fondées sur les revenus traduisent généralement la situation actuelle des entreprises et sont, par conséquent, plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les deux offrent de l'intérêt et figurent de ce fait dans le présent rapport.

Celui-ci se divise en quatre sections. La première comprend un examen de la portée du contrôle étranger des sociétés de l'économie canadienne dans les 16 ans qui se sont terminés en 2003. Elle indique aussi quels pays exercent ce contrôle à l'aide des dernières données disponibles. Elle présente enfin les tendances du contrôle étranger dans le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances.

La deuxième section décrit plus en détail la situation du secteur non financier sur le plan du contrôle étranger et la troisième, la situation correspondante dans le secteur de la finance et des assurances. Dans les deux sections, le contrôle étranger est présenté au niveau de la branche d'activité. Il y a analyse de toutes les branches d'activité pour les 21 secteurs du SCIAN.

La quatrième section examine les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré par les bénéfices d'exploitation et les marges bénéficiaires.

Section 1

Toutes les branches d'activité

1.1 Introduction

L'économie canadienne a essuyé toute une série de perturbations en 2003. Cette année-là, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est entré dans le vocabulaire courant, Toronto ayant été la ville la plus durement touchée par cette maladie. En outre, la panne de courant survenue en Ontario, qui a forcé les entreprises à interrompre leurs activités pendant plus d'une semaine, a soulevé des inquiétudes au sujet de la vulnérabilité du réseau électrique du pays. L'Ouest n'a pas non plus été épargné. En effet, la découverte d'un cas de maladie de la vache folle en Alberta et les feux de forêt qui ont dévasté certaines parties de la Colombie-Britannique ont également marqué cette année tumultueuse.

Donc, il n'est peut-être pas surprenant que la croissance du produit intérieur brut réel ait ralenti en 2003. Cela dit, elle a malgré tout enregistré une hausse de 1,7 %, ce qui a été suffisant pour classer le Canada au cœur des pays du G7 en ce qui concerne la croissance économique (L'Observateur économique canadien, 2004). Les échanges transfrontaliers — importations et exportations — ont également ralenti, le dollar canadien ayant connu un rebondissement majeur par rapport à la devise américaine. L'investissement direct étranger au Canada a aussi fléchi, car la vigueur du dollar canadien a fait remonter le coût d'acquisition des entreprises canadiennes.

Malgré ces perturbations, les bénéfices des sociétés sont demeurés élevés. Les sociétés exerçant des activités commerciales au Canada ont réalisé des bénéfices de 187 milliards de dollars en 2003, un chiffre rarement atteint en une seule année. En tête de fil nous retrouvons les banques, les sociétés d'assurance et les producteurs de pétrole et de gaz. Cependant, cette année fut décevante pour les fabricants. Le SRAS, la maladie de la vache folle, la panne de courant survenue en Ontario et l'appréciation du dollar canadien ont contribué au fléchissement des bénéfices des manufacturiers en 2003.

Les investissements des entreprises n'ont toutefois pas progressé au même rythme. Il semble que les sociétés préfèrent transformer leurs bénéfices additionnels en épargne plutôt que de les réinvestir. Ainsi, les économies nettes ont atteint le chiffre record de 57 milliards de dollars en 2003, ce qui représente une hausse de plus de 50 % par rapport à 2002, alors que les investissements des entreprises n'ont connu qu'une légère augmentation (L'Observateur économique canadien, 2004).

1.2 Contrôle étranger

La valeur de l'actif sous contrôle étranger dépasse le billion de dollars pour la première fois

La valeur de l'actif sous contrôle étranger a dépassé le billion de dollars pour la première fois en 2003, et ce, malgré une hausse de seulement 2,1 % par rapport à l'année précédente (tableau explicatif 1.1, graphique 1.1). Il s'agit du taux de croissance le plus faible enregistré par les sociétés sous contrôle étranger depuis 1991.

L'appréciation spectaculaire du dollar canadien au cours de l'année a joué un rôle dans le ralentissement de la croissance, ce qui a eu pour effet de hausser le coût d'acquisition de l'actif canadien. Cela dit, la croissance a tout de même été suffisante pour permettre à l'actif sous contrôle étranger de franchir le cap du billion de dollars.

Dans l'ensemble, la croissance de l'actif des sociétés a montré certains signes d'essoufflement en 2003. L'actif total des sociétés exerçant des activités commerciales au Canada a progressé de 3,9 % pour s'établir à 4,5 billions de dollars (tableau explicatif 1.1). Cette hausse est légèrement inférieure à celle de 4,2 % enregistrée en 2002, et elle est nettement inférieure à celle de 9,0 % observée en 2000. La plus grande partie de la croissance en 2003 est associée au secteur financier.

Entre 1988 et 2003, les sociétés sous contrôle étranger ont bénéficié d'une croissance supérieure. Alors que l'actif des sociétés sous contrôle canadien a augmenté

de près de 140 % durant cette période de 16 ans, le taux de croissance des sociétés sous contrôle étranger a été de plus de 160 %.

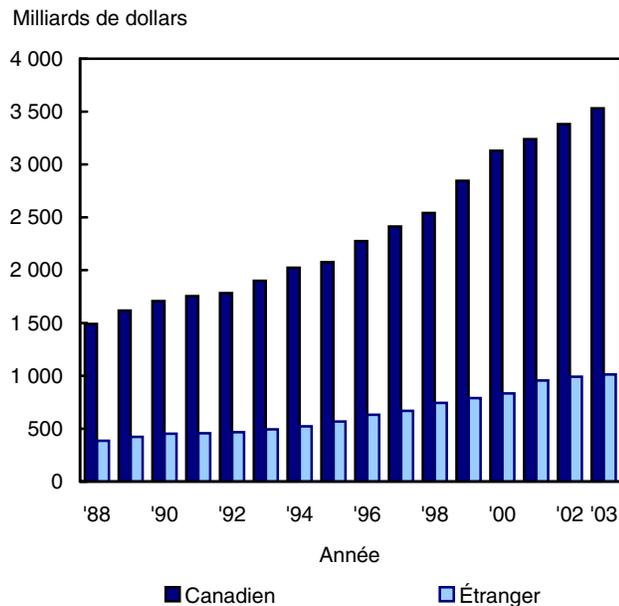
Tableau explicatif 1.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988-2003) — Toutes les branches d'activité

Année	Actif			Revenus d'exploitation		
	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total
milliards de dollars						
1988	1 491	385	1 876	857	296	1 153
1989	1 618	423	2 041	927	310	1 237
1990	1 707	453	2 160	948	323	1 271
1991	1 754	457	2 211	900	319	1 219
1992	1 783	467	2 250	865	323	1 188
1993	1 899	493	2 392	913	356	1 269
1994	2 023	523	2 546	965	402	1 367
1995	2 076	567	2 643	1 038	448	1 486
1996	2 275	631	2 906	1 099	490	1 589
1997	2 412	668	3 080	1 190	520	1 710
1998	2 540	744	3 284	1 192	553	1 745
1999	2 845	790	3 635	1 441	603	2 044
2000	3 129	834	3 963	1 609	699	2 308
2001	3 239	956	4 195	1 672	729	2 401
2002	3 381	992	4 373	1 714	716	2 430
2003	3 531	1 013	4 544	1 765	743	2 508

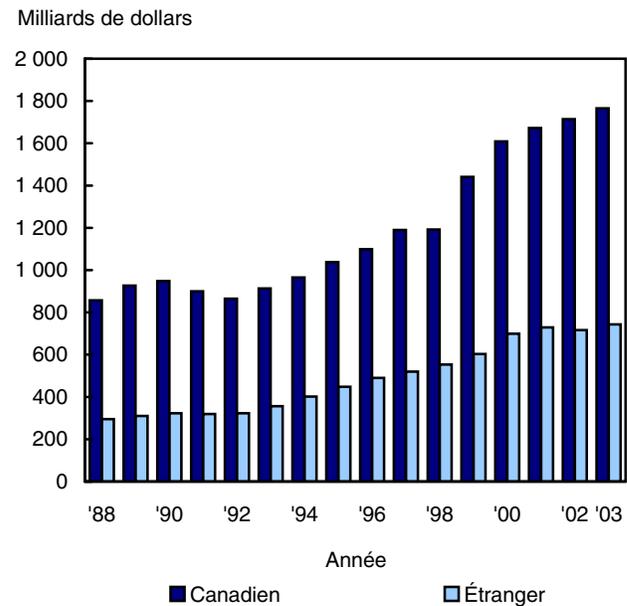
Graphique 1.1

Actif selon le pays de contrôle (1988-2003) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.2

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988-2003) - Toutes les branches d'activité



Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger ont plus que doublé entre 1988 et 2003

Les revenus des sociétés ont augmenté de 3,2 % en 2003 pour s'établir à 2,5 billions de dollars, ce qui représente une hausse de 78 milliards de dollars par rapport à 2002 (tableau explicatif 1.1). Tant les sociétés sous contrôle canadien que les sociétés sous contrôle étranger ont contribué à cette hausse.

Les revenus des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 3,8 %, après avoir connu un léger recul en 2002 (tableau explicatif 1.1, graphique 1.2). Les revenus des sociétés sous contrôle canadien ont poursuivi leur croissance au même rythme, se chiffrant à 3,0 % en 2003.

Entre 1988 et 2003, les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger ont plus que doublé (150 %). En 2003, ces revenus ont atteint 743 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation par rapport aux 296 milliards de dollars enregistrés 16 ans auparavant. Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont aussi augmenté, mais dans une moindre mesure, ayant doublé au cours de cette période.

Cette progression rapide des revenus des sociétés sous contrôle étranger peut s'expliquer en partie par la prolifération des activités de fusions et d'acquisitions à l'échelle mondiale au cours des années 1990. Tout comme dans la plupart des autres pays industrialisés, on a enregistré une hausse du nombre d'activités de fusions et d'acquisitions au Canada durant cette période. On s'attendait à ce que la synergie qui a résulté de ces opérations permette de rendre les sociétés concernées plus rentables. La mondialisation et l'accès à de nouveaux marchés sont deux raisons invoquées pour expliquer le fait qu'on s'attendait à une rentabilité accrue (Sorenson, 2000).

Les sociétés sous contrôle étranger produisent près du tiers des revenus d'exploitation

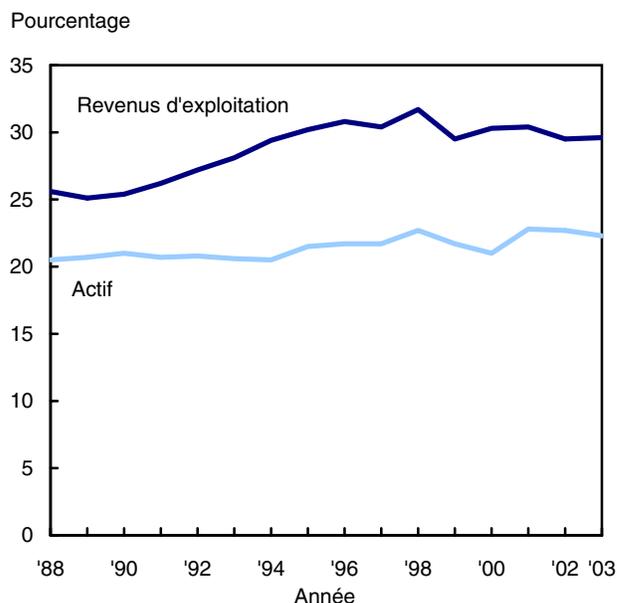
La part des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger s'est établie à 29,6 % en 2003, ce qui représente une légère hausse par rapport aux 29,5 % observés l'année précédente (graphique 1.3).

Au début des années 1990, les sociétés sous contrôle étranger ont produit une part croissante des revenus d'exploitation au Canada. Leurs revenus d'exploitation ont augmenté de façon constante au cours des années ayant suivi la récession de 1991. En 1995, le contrôle

étranger s'élevait à 30 %. Il s'agissait d'une hausse de cinq points de pourcentage sur une période de cinq ans. Après 1995, le contrôle étranger s'est maintenu autour de 30 %, sauf variation exceptionnelle.

Graphique 1.3

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1988-2003) - Toutes les branches d'activité



Mesurée selon l'actif, la part de l'actif sous contrôle étranger a connu une baisse par rapport à l'année précédente. En effet, les sociétés sous contrôle étranger détenaient 22,3 % de l'actif en 2003, comparativement à 22,7 % en 2002.

La part de l'actif sous contrôle étranger a augmenté depuis le début des années 1990, mais de façon moins spectaculaire que celle des revenus d'exploitation. En 2003, elle s'établissait à 22,3 % et représentait une hausse de deux points de pourcentage depuis 1990, une grande partie de cette augmentation ayant été enregistrée vers la fin des années 1990.

En moyenne, la taille des sociétés sous contrôle étranger est beaucoup plus grande

Les sociétés exerçant des activités commerciales au Canada sont pour la plupart des sociétés sous contrôle canadien. Parmi les 1,2 million de sociétés qui exerçaient des activités commerciales au Canada en 2003, environ 8 000 seulement n'étaient pas sous contrôle canadien (tableau explicatif 1.2). En

d'autres termes, 99,3 % des sociétés exerçant des activités commerciales au Canada en 2003 étaient sous contrôle canadien, alors que moins de 1 % de ces sociétés étaient sous contrôle étranger, cette proportion ayant peu changé au fil du temps.

En dépit de leur nombre peu élevé, les sociétés sous contrôle étranger apportent tout de même une contribution substantielle à l'économie canadienne, car elles ont tendance à être beaucoup plus grandes que la plupart des sociétés sous contrôle canadien. En moyenne, les sociétés sous contrôle étranger ont produit des revenus d'un peu plus de 90 millions de dollars, comparativement à moins de 2 millions de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien.

1.3 Domination des États-Unis

La part américaine du contrôle étranger semble avoir atteint sa limite

Les États-Unis continuent de dominer parmi les sociétés sous contrôle étranger exerçant des activités au Canada. En effet, les Américains régissent la plus grande part de l'actif et des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, et de loin, et cette tendance s'est accentuée au fil du temps.

La part de l'actif sous contrôle américain a augmenté considérablement au cours des années

(graphique 1.4). En effet, la part des États-Unis représentait 50,6 % de l'actif sous contrôle étranger en 1990, alors qu'en 2003, la proportion atteignait 62,3 %. La mondialisation et la conclusion d'accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis durant les années 1990 ont sans aucun doute favorisé cet accroissement de la présence américaine, qui semble demeurer stable depuis 2001.

Pour ce qui est des revenus d'exploitation, la situation est quelque peu différente. La part américaine des revenus des sociétés sous contrôle étranger est demeurée assez stable au cours des 16 dernières années, variant entre 63 % et 70 %. Elle s'établissait à 64,1 % en 2003, ce qui représente le pourcentage le plus bas enregistré depuis le début des années 1990. Le reste de l'actif et des revenus des sociétés sous contrôle étranger était réparti entre de nombreux pays, la Grande-Bretagne et l'Allemagne en ayant la plus grande part.

En 2003, la Grande-Bretagne détenait 11,3 % de l'actif sous contrôle étranger et 7,0 % des revenus d'exploitation de ces sociétés, alors que l'Allemagne en détenait 6,3 % et 7,3 % respectivement (graphique 1.5, graphique 1.6). La France suivait, détenant environ 3 % de l'actif et des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger. Ces proportions sont demeurées assez stables au cours des dernières années.

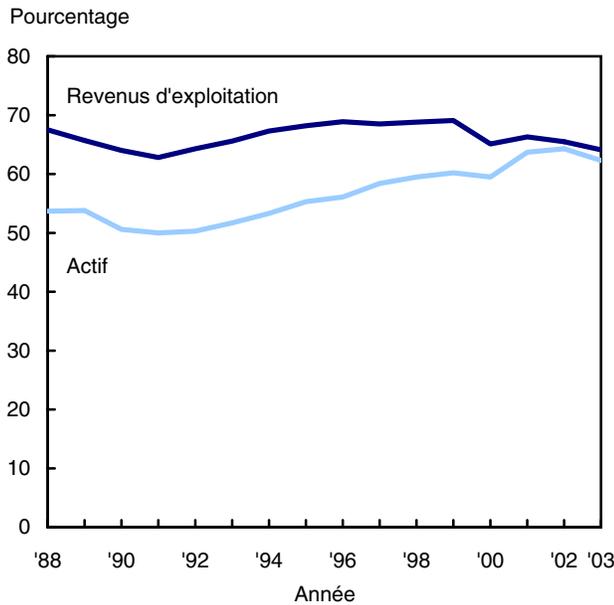
Tableau explicatif 1.2

Caractéristiques des entreprises selon le pays de contrôle (1999-2003) - Toutes les branches d'activité

	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre d'entreprises					
Total	1 020 108	1 041 535	1 133 838	1 155 589	1 200 916
Contrôle canadien	1 012 580	1 033 693	1 126 519	1 148 470	1 192 712
Contrôle étranger	7 528	7 842	7 319	7 119	8 204
milliers de dollars					
Moyenne de l'actif					
Total	3 563	3 805	3 700	3 784	3 784
Contrôle canadien	2 809	3 027	2 875	2 943	2 960
Contrôle étranger	104 904	106 347	130 651	139 321	123 491
Moyenne des revenus d'exploitation					
Total	2 004	2 216	2 118	2 103	2 089
Contrôle canadien	1 423	1 557	1 484	1 492	1 480
Contrôle étranger	80 114	89 096	99 586	100 640	90 610

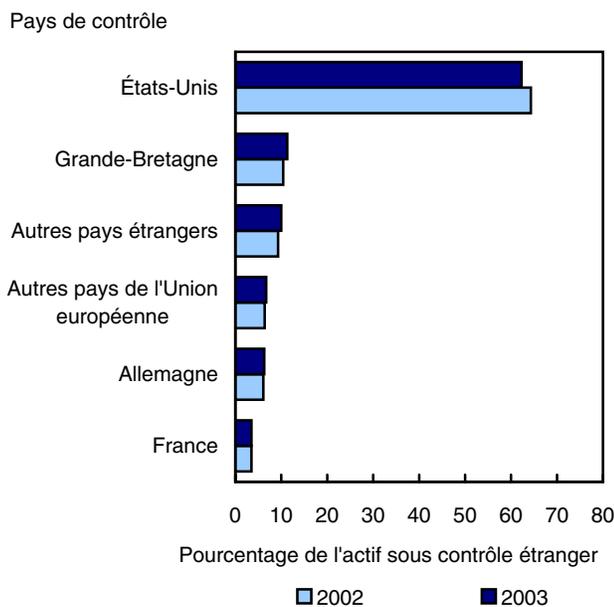
Graphique 1.4

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle américain (1988-2003) - Toutes les branches d'activité



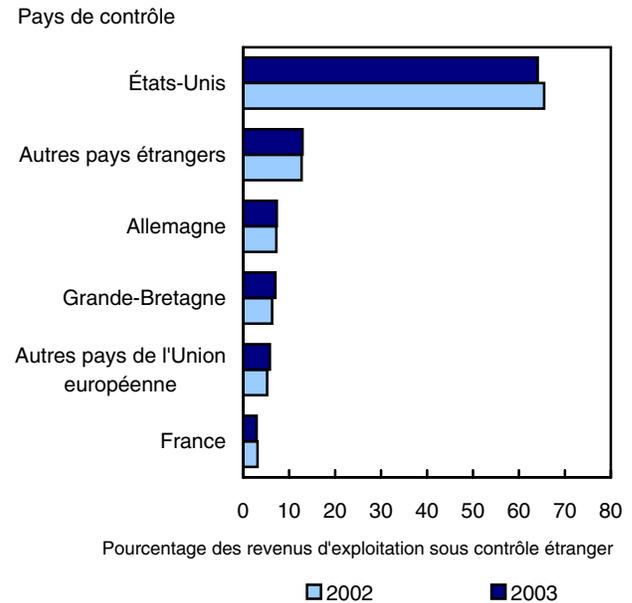
Graphique 1.5

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2002-2003) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.6

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2002-2003) - Toutes les branches d'activité



1.4 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier

Recul du contrôle étranger dans le secteur financier

Le contrôle étranger est plus marqué dans le secteur non financier que dans le secteur financier. Dans le secteur non financier, 29,3 % de l'actif étaient sous contrôle étranger en 2003, comparativement à seulement 15,0 % dans le secteur financier, ce qui représente la plus petite proportion enregistrée depuis les 16 dernières années (graphique 1.7). Mesuré selon les revenus d'exploitation, l'écart est nettement moindre, le secteur non financier ayant enregistré 30,2 % des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, comparativement à 24,5 % dans le secteur financier (graphique 1.8).

Le secteur financier comprend les banques, les coopératives de crédit, les sociétés d'assurance, les sociétés de crédit ainsi que d'autres intermédiaires financiers. Le secteur non financier est composé de toutes les autres branches d'activité. Le contrôle étranger fait l'objet d'une réglementation plus répandue dans le secteur financier que dans le secteur non financier, ce qui peut expliquer, du moins en partie,

pourquoi le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier. Cela est particulièrement vrai en ce qui a trait à la branche d'activité bancaire.

La branche d'activité bancaire canadienne fait l'objet d'une réglementation rigoureuse. Cette réglementation a été mise en application au cours des années 1960, à la suite de la tentative d'acquisition de la Banque Mercantile du Canada par la Citibank de New York (Garvey et Giammarino, 1998). Cette situation a amené le gouvernement du Canada à modifier la *Loi sur les banques* de manière à établir des restrictions relatives à la propriété pour éviter que les banques canadiennes appartiennent à des intérêts américains.

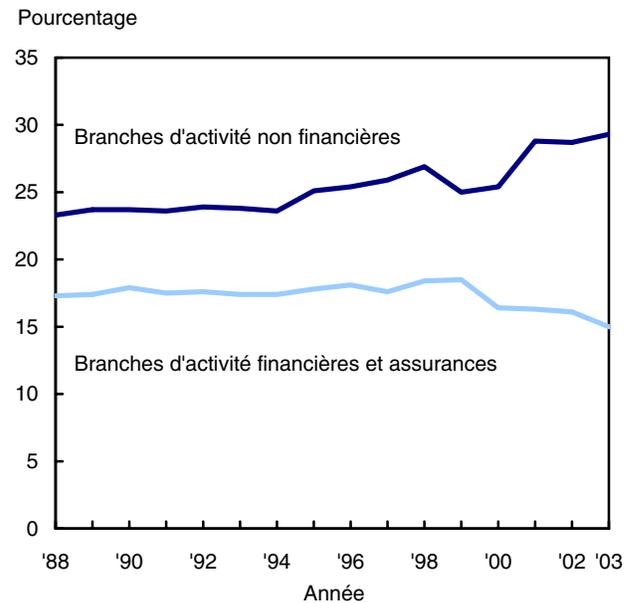
En vertu de cette loi, l'actionariat des grandes banques doit être largement réparti. Cela signifie qu'aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires ne peut détenir plus de 20 % de leurs actions avec droit de vote ou 30 % de leurs actions sans droit de vote. Cette exigence ne s'applique pas aux petites banques, et ce, pour leur permettre de prendre de l'expansion. La *Loi sur les banques* énonce également certaines exigences concernant le lieu de résidence des membres du conseil d'administration.

Jusqu'en 2000, la part de l'actif du secteur non financier sous contrôle étranger était toujours d'environ 6 points de pourcentage supérieure à celle de l'actif du secteur financier (graphique 1.7). En 2001, cet écart dépassait 12 points de pourcentage. Si l'écart s'est ainsi creusé, c'est notamment en raison du fléchissement du contrôle étranger observé dans le secteur financier en 2000.

Comme il est indiqué dans le rapport présenté au Parlement sur les sociétés visées par la *Loi sur les déclarations des personnes morales* pour l'année 2000, cette diminution était surtout attribuable aux activités de fusions et d'acquisitions réalisées dans la branche d'activité bancaire ainsi qu'à la démutualisation de la branche d'activité des sociétés d'assurance. La démutualisation peut donner lieu à un changement sur le plan du contrôle lorsqu'une société mutuelle sous contrôle étranger est transformée en société par actions, où les actionnaires sont généralement des Canadiens. L'écart s'est élargi encore en 2001, résultant surtout des activités de fusions et d'acquisitions réalisées dans le secteur non financier.

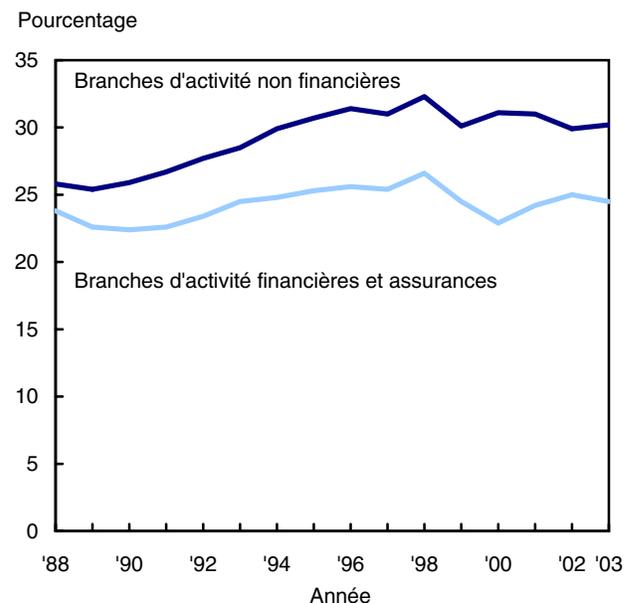
Graphique 1.7

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (1988-2003)



Graphique 1.8

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (1988-2003)



Section 2

Branches d'activité non financières

2.1 Contrôle étranger — 2003

Le contrôle étranger est plus courant dans le secteur non financier

Le contrôle étranger demeure concentré dans le secteur non financier de l'économie canadienne, particulièrement lorsqu'il est mesuré selon les revenus d'exploitation. En 2003, le secteur non financier représentait la grande majorité (92,2 %) des revenus d'exploitation générés par les sociétés sous contrôle étranger dans l'économie canadienne, où il constituait également plus des deux tiers (67,1 %) de l'ensemble de l'actif des sociétés sous contrôle étranger.

Le contrôle étranger continue de s'intensifier dans le secteur non financier. En 2003, les sociétés sous

contrôle étranger détenaient 29,3 % du total de l'actif de ce secteur (tableau explicatif 2.1). La croissance de l'actif a été plus forte dans les sociétés sous contrôle étranger que dans les sociétés sous contrôle canadien. En effet, l'actif des sociétés sous contrôle étranger a augmenté de 4,3 %, ce qui représente trois fois le taux enregistré par les sociétés sous contrôle canadien (1,4 %) en 2003. Plus important encore, la croissance de l'actif sous contrôle étranger depuis 2000 s'élève à 30,0 %. C'est près de cinq fois plus que la croissance de l'actif sous contrôle canadien.

Pour ce qui est des revenus, les taux de croissance étaient à peu près les mêmes dans les sociétés sous contrôle étranger et les sociétés sous contrôle canadien. Les revenus des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 3,8 % en 2003, comparativement à 2,7 % pour les revenus des sociétés sous contrôle canadien.

Tableau explicatif 2.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2003) — Branches d'activité non financières

	1999	2000	2001	2002	2003
milliards de dollars					
Actif					
Total	1 811	2 062	2 180	2 268	2 319
Contrôle canadien	1 359	1 539	1 553	1 616	1 639
Contrôle étranger	452	523	627	652	680
Revenus d'exploitation					
Total	1 836	2 076	2 166	2 205	2 271
Contrôle canadien	1 284	1 430	1 494	1 545	1 586
Contrôle étranger	552	646	672	660	685
part en pourcentage					
Actif					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	75,0	74,6	71,2	71,3	70,7
Contrôle étranger	25,0	25,4	28,8	28,7	29,3
Revenus d'exploitation					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	69,9	68,9	69,0	70,1	69,8
Contrôle étranger	30,1	31,1	31,0	29,9	30,2

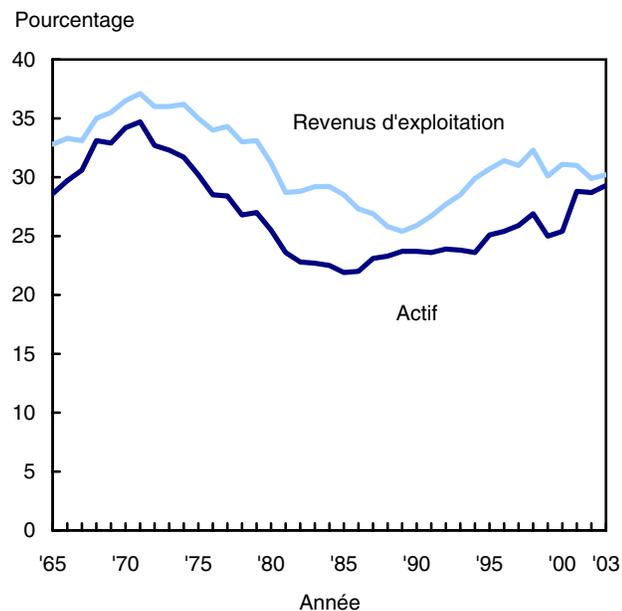
2.2 Perspective historique

Le contrôle étranger est ramené aux niveaux enregistrés dans le secteur non financier durant les années 1970

Mesurée selon l'actif, l'évolution du contrôle étranger dans le secteur non financier prenait la forme d'un U entre 1970 et 2003. Cela signifie que le contrôle étranger du secteur non financier se situait à des niveaux relativement élevés au début des années 1970, qu'il a connu une baisse constante tout au long des années 1970 et jusque vers le milieu des années 1980, puis qu'il a monté en flèche vers la fin des années 1980 et jusque durant les années 1990. Après avoir connu une brève stabilité à la fin des années 1990, le contrôle étranger s'intensifie encore (graphique 2.1). On remarque une tendance similaire, mais un peu moins marquée, si l'on utilise les revenus d'exploitation comme instrument de mesure.

Graphique 2.1

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1965-2003) - Branches d'activité non financières



Au cours de cette période où l'on a observé un déclin (dans les années 1970), l'économie a été secouée par une grave crise pétrolière et une récession. C'est également à cette époque que le gouvernement fédéral a créé l'Agence d'examen de l'investissement étranger, dont le rôle consistait à surveiller et à contrôler l'investissement étranger au Canada.

Vers le milieu des années 1980, la part de l'actif sous contrôle étranger a commencé à progresser et cette tendance se poursuit encore. Les années 1990 ont été marquées par la mondialisation et le libre-échange. On a observé une hausse des activités de fusions et d'acquisitions tout au long de cette décennie. Le contexte réglementaire a également évolué à la suite de la mise sur pied d'Investissement Canada, dont le mandat était de promouvoir l'investissement étranger au Canada.

2.3 Part étrangère

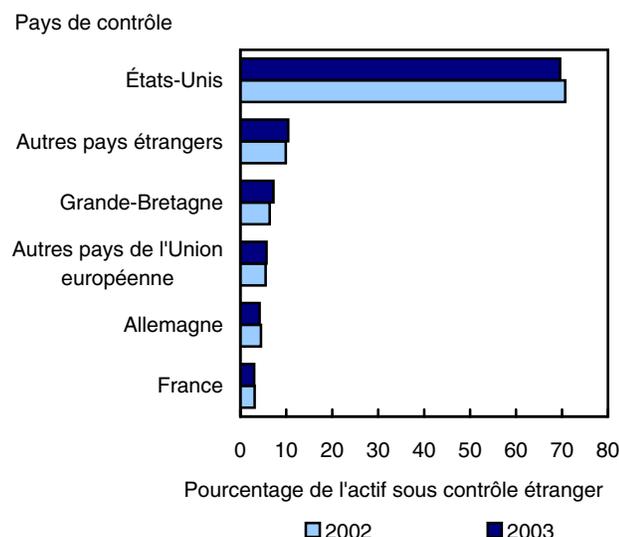
Les sociétés sous contrôle américain détiennent 7 dollars sur 10 de l'actif sous contrôle étranger

Les États-Unis continuaient de dominer, dans une large mesure, au chapitre de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur non financier, et représentaient 69,6 % de l'actif en 2003 (graphique 2.2). La Grande-Bretagne venait au deuxième rang, affichant 7,2 % de l'actif, soit légèrement plus qu'en 2002. Suivaient l'Allemagne et la France, qui ont enregistré 4,2 % et 3,0 % respectivement. La part contrôlée par des pays autres que les États-Unis et ceux de l'Union européenne s'établissait à 10,4 %.

La situation était à peu près la même dans le cas des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger. La part des États-Unis s'établissait à 65,4 % en 2003, suivie de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, dont la part représentait 6,5 % et 6,0 % respectivement (graphique 2.3).

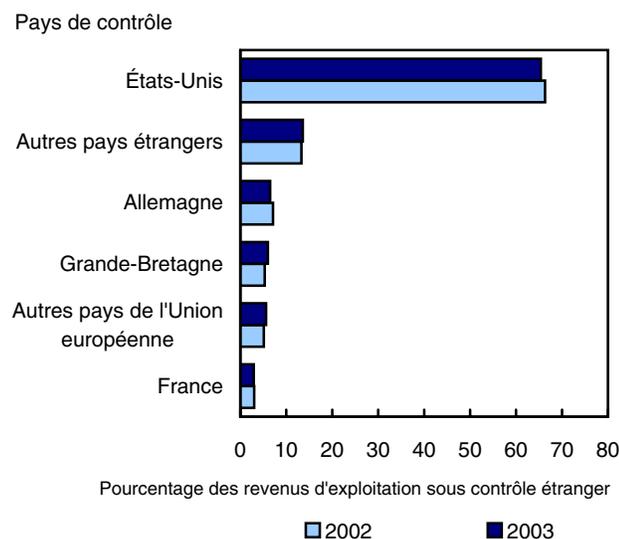
Graphique 2.2

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2002-2003) - Branches d'activité non financières



Graphique 2.3

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2002-2003) - Branches d'activité non financières



2.4 Part selon la branche d'activité

Le contrôle étranger est plus marqué dans les branches d'activité de la fabrication et de l'extraction du pétrole et du gaz

Parmi les industries du secteur non financier, la branche d'activité de la fabrication se classait au premier rang, la part de son actif atteignant 615 milliards de dollars en 2003 (tableau explicatif 2.2). Cela représentait 26,5 % de l'ensemble de l'actif du secteur non financier.

Tout comme en 2002, l'extraction du pétrole et du gaz, les services immobiliers, les services publics et le commerce de gros suivaient la branche d'activité de la fabrication, leur part du total de l'actif se situant dans chaque cas entre 7 % et 11 %.

Dans la branche d'activité de la fabrication, on remarque un peu plus d'actif sous contrôle étranger que d'actif sous contrôle canadien en 2003. Sur les 615 milliards de dollars d'actif de cette branche d'activité, 51,3 % (316 milliards de dollars) étaient sous contrôle étranger (tableau explicatif 2.2, graphique 2.4).

À l'inverse, un peu moins de la moitié (49,1 %) de l'actif de la branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz étaient sous contrôle étranger, ce qui représentait 123 milliards de dollars.

On a constaté un fléchissement important du contrôle étranger dans la branche d'activité de l'extraction minière en 2003. La part de son actif sous contrôle étranger a diminué de 40,6 % à 34,5 % au cours de cette seule année. Cette baisse était surtout attribuable aux activités de fusions et d'acquisitions dans la branche d'activité, l'actif sous contrôle canadien a en effet progressé de plus de 22 %.

En ce qui concerne les revenus d'exploitation, la branche d'activité de la fabrication venait en tête. En effet, les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger totalisaient 339 milliards de dollars en 2003 (tableau explicatif 2.3). Ce montant représentait 52,1 % du total des revenus de la branche d'activité de la fabrication (graphique 2.5).

Toutefois, c'est la branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz qui a enregistré la proportion la plus élevée de revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, soit environ 55,9 %. En 2003, les sociétés sous contrôle étranger exerçant des

activités commerciales dans la branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz affichaient des revenus de 59 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 18,8 % par rapport à 2002.

Tableau explicatif 2.2

Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité (2002-2003) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
				%
			millions de dollars	
2003				
Fabrication	315 517	299 210	614 727	51,3
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	123 256	127 898	251 154	49,1
Commerce de gros	58 550	106 456	165 006	35,5
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	29 342	55 692	85 034	34,5
Transport et entreposage	33 639	91 333	124 972	26,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9 915	29 021	38 936	25,5
Commerce de détail	27 755	108 654	136 409	20,3
Réparation, entretien et services personnels	4 891	20 449	25 340	19,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 885	70 430	84 315	16,5
Hébergement et services de restauration	6 820	34 867	41 687	16,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	27 893	175 309	203 202	13,7
Services publics	12 740	177 772	190 512	6,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 267	136 167	144 434	5,7
Construction	5 415	102 147	107 562	5,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 074	56 151	57 225	1,9
Arts, spectacles et loisirs	360	21 675	22 035	1,6
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	382	26 078	26 460	1,4
Total des branches d'activité non financières	679 701	1 639 309	2 319 010	29,3
2002				
Fabrication	310 878	302 446	613 324	50,7
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	115 542	117 657	233 199	49,5
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	31 108	45 507	76 615	40,6
Commerce de gros	58 013	107 532	165 545	35,0
Transport et entreposage	31 740	91 858	123 598	25,7
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	8 704	27 105	35 809	24,3
Commerce de détail	25 973	104 044	130 017	20,0
Réparation, entretien et services personnels	4 515	19 408	23 923	18,9
Hébergement et services de restauration	6 017	33 350	39 367	15,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 863	71 658	83 521	14,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail	23 279	173 261	196 540	11,8
Services publics	9 991	175 730	185 721	5,4
Construction	4 768	94 097	98 865	4,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 534	155 293	162 827	4,6
Arts, spectacles et loisirs	641	20 229	20 870	3,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 056	52 788	53 844	2,0
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	376	23 874	24 250	1,6
Total des branches d'activité non financières	651 998	1 615 837	2 267 835	28,7

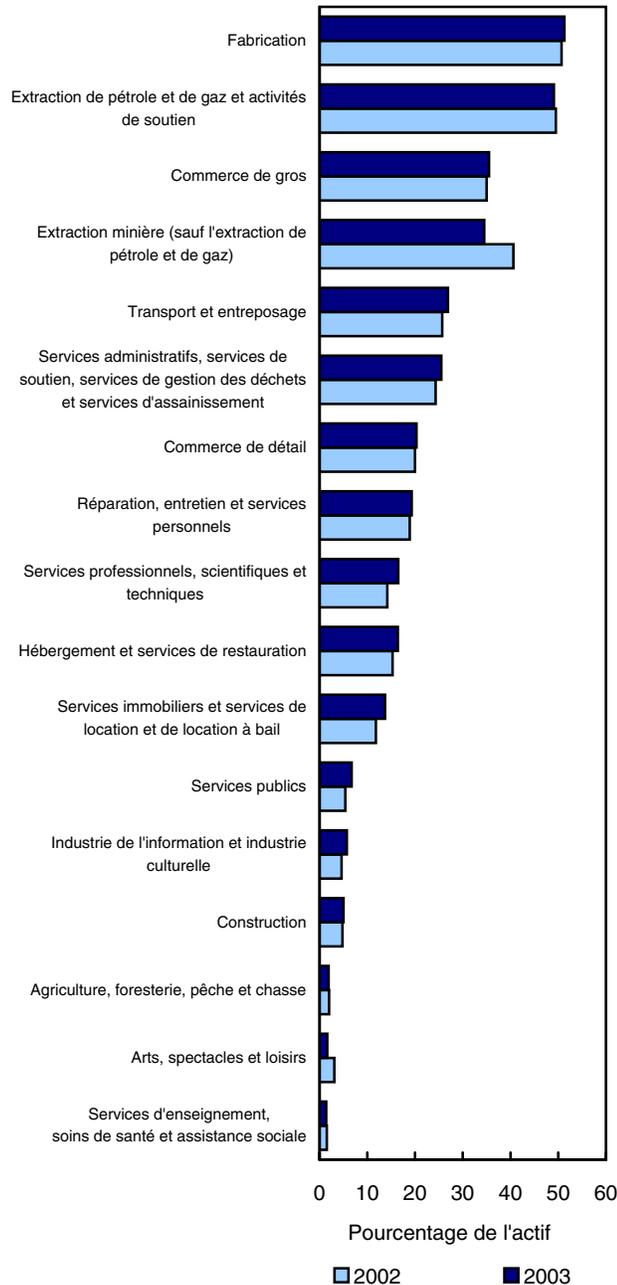
Tableau explicatif 2.3

Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité (2002-2003) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
	millions de dollars			%
2003				
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	58 659	46 327	104 986	55,9
Fabrication	338 850	311 957	650 807	52,1
Commerce de gros	129 975	240 843	370 818	35,1
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	7 023	13 236	20 259	34,7
Services publics	26 380	58 380	84 760	31,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9 654	41 725	51 379	18,8
Transport et entreposage	16 568	83 801	100 369	16,5
Commerce de détail	57 379	304 027	361 406	15,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	12 723	67 231	79 954	15,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 051	46 679	52 730	11,5
Hébergement et services de restauration	5 594	44 165	49 759	11,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	5 656	67 157	72 813	7,8
Réparation, entretien et services personnels	1 783	28 596	30 379	5,9
Construction	7 324	141 518	148 842	4,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	638	38 384	39 022	1,6
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	439	26 676	27 115	1,6
Arts, spectacles et loisirs	384	24 984	25 368	1,5
Total des branches d'activité non financières	685 080	1 585 686	2 270 766	30,2
2002				
Fabrication	339 199	309 093	648 292	52,3
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	49 387	50 532	99 919	49,4
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	6 927	12 035	18 962	36,5
Commerce de gros	125 404	236 930	362 334	34,6
Services publics	18 676	58 857	77 533	24,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	8 846	39 311	48 157	18,4
Commerce de détail	56 012	291 171	347 183	16,1
Transport et entreposage	15 811	83 130	98 941	16,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 162	66 907	78 069	14,3
Hébergement et services de restauration	5 526	43 177	48 703	11,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	5 073	45 372	50 445	10,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 545	64 667	71 212	9,2
Construction	8 543	131 619	140 162	6,1
Réparation, entretien et services personnels	1 712	28 314	30 026	5,7
Arts, spectacles et loisirs	580	23 627	24 207	2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	705	36 578	37 283	1,9
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	324	24 134	24 458	1,3
Total des branches d'activité non financières	660 432	1 545 454	2 205 886	29,9

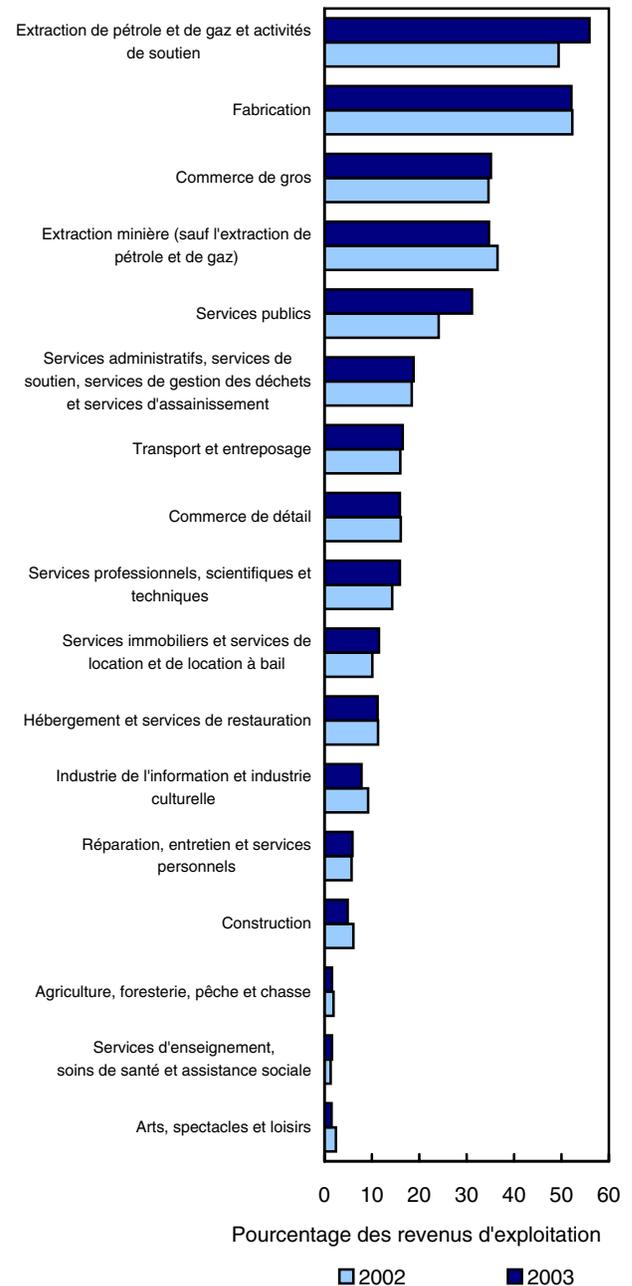
Graphique 2.4

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (2002-2003) - Branches d'activité non financières



Graphique 2.5

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (2002-2003) - Branches d'activité non financières



Section 3

Branches d'activité financières et assurances

3.1 Contrôle étranger - 2003

L'actif des sociétés sous contrôle canadien dans le secteur financier atteint un niveau record

L'année 2003 a été exceptionnelle pour les sociétés sous contrôle canadien dans le secteur financier. En effet, leur actif a atteint le chiffre record de 1,9 billion de dollars, ce qui représente une hausse de 127 milliards de dollars par rapport à 2002 (tableau explicatif 3.1). L'actif des sociétés sous contrôle étranger a pour sa part quelque peu diminué.

Tant pour les sociétés sous contrôle canadien que pour les sociétés sous contrôle étranger, les revenus d'exploitation ont légèrement augmenté en 2003, ayant enregistré une hausse de 6,5 % et de 3,6 % respectivement.

Tableau explicatif 3.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2003) — Branches d'activité financières et assurances

	1999	2000	2001	2002	2003
milliards de dollars					
Actif					
Total	1 824	1 901	2 015	2 105	2 225
Contrôle canadien	1 486	1 590	1 686	1 765	1 892
Contrôle étranger	338	311	329	340	333
Revenus d'exploitation					
Total	208	232	236	224	237
Contrôle canadien	157	179	179	168	179
Contrôle étranger	51	53	57	56	58
part en pourcentage					
Actif					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	81,5	83,6	83,7	83,8	85,0
Contrôle étranger	18,5	16,4	16,3	16,2	15,0
Revenus d'exploitation					
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	75,5	77,2	75,8	75,0	75,5
Contrôle étranger	24,5	22,8	24,2	25,0	24,5

3.2 Distribution de la part étrangère

L'Union européenne se montre à la hauteur des États-Unis pour obtenir sa part du contrôle étranger

Les sociétés sous contrôle canadien dominent le secteur financier, en grande partie à cause de la réglementation qui régit la propriété et le contrôle dans la branche d'activité bancaire.

En 2003, le contrôle étranger représentait seulement 15,0 % de l'ensemble de l'actif et 24,5 % du total des revenus d'exploitation dans ce secteur (tableau explicatif 3.1). Ces pourcentages ont peu varié depuis 2000. Cela dit, les sociétés sous contrôle étranger détenaient tout de même 333 milliards de dollars d'actif et ont produit des revenus d'exploitation de 58 milliards de dollars en 2003.

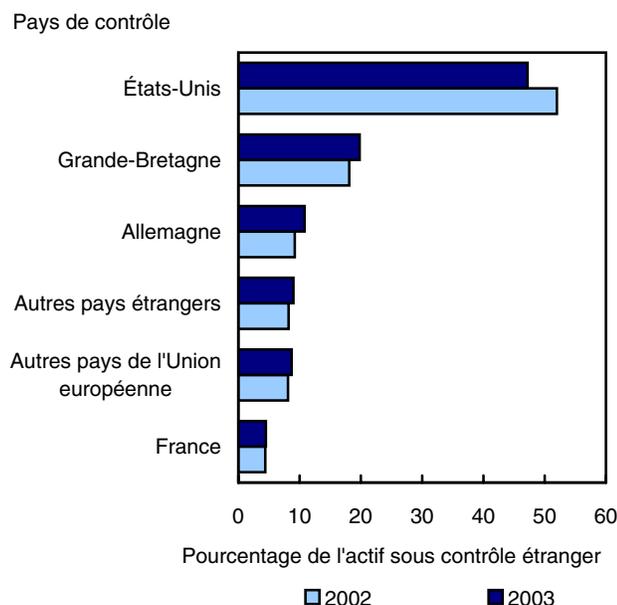
Parmi les nombreux pays qui font des affaires au Canada, les États-Unis continuent d'occuper une place dominante. Cependant, l'Union européenne a intensifié sa présence dans le secteur financier en 2003. En 2002, 56,3 % des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger étaient attribuables aux sociétés sous contrôle américain, comparativement à 37,4 % pour l'Union européenne. En 2003, l'Union européenne tentait de s'approprier le premier rang, occupé antérieurement par les États-Unis (graphique 3.2).

En 2003, les États-Unis représentaient 48,8 % des revenus des sociétés sous contrôle étranger, ce qui est légèrement supérieur aux 46,8 % enregistrés par l'Union européenne. Cela tient principalement au fait que les sociétés sous contrôle allemand ont presque doublé leur part.

De même, la part de l'actif sous contrôle américain a diminué de 52,0 % en 2002 à 47,2 % en 2003 (graphique 3.1). Ici, par contre, les gains étaient répartis entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, dans une moindre mesure, d'autres pays de l'Union européenne.

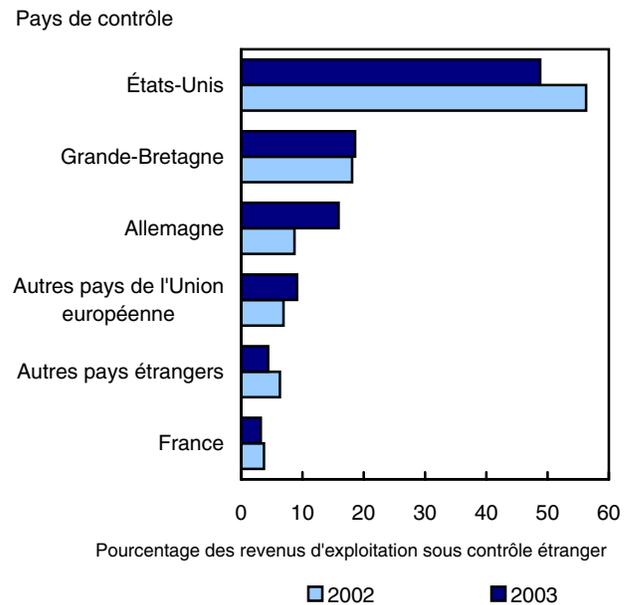
Graphique 3.1

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2002-2003) - Branches d'activité financières et assurances



Graphique 3.2

Part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le pays de contrôle (2002-2003) - Branches d'activité financières et assurances



3.3 Part selon la branche d'activité

Les sociétés sous contrôle canadien dominaient la branche d'activité bancaire

Lorsqu'elle est mesurée selon l'actif, la branche d'activité de l'intermédiation financière, par le truchement de dépôts (les banques à charte et les coopératives de crédit), occupe une place dominante dans le secteur financier. La branche d'activité bancaire détenait un actif d'une valeur de 1,5 billion de dollars en 2003, ce qui représente 68,2 % de l'actif de ce secteur (tableau explicatif 3.2).

Les sociétés sous contrôle canadien dominaient dans la branche d'activité bancaire. La part de l'actif de cette branche d'activité qui était détenue par des intérêts étrangers ne s'établissait qu'à 6,9 % en 2003 (graphique 3.3), ce qui représente à peu près la même proportion que l'année précédente.

En ce qui concerne les revenus d'exploitation, les sociétés d'assurance se classaient toutefois au premier rang. Leurs revenus ont atteint 89 milliards de dollars, ayant tout juste dépassé pour la première fois ceux de la branche d'activité bancaire, qui ont été

de 87 milliards de dollars (tableau explicatif 3.3). Ce changement s'est produit en raison de la croissance des revenus d'exploitation de la branche d'activité des assurances, croissance qui s'est établie à 8,5 % en 2003.

Tableau explicatif 3.2

Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité (2002-2003) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
				%
millions de dollars				
2003				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	94 226	80 726	174 952	53,9
Sociétés d'assurance et activités connexes	107 232	231 180	338 412	31,7
Autres industries financières	27 607	166 058	193 665	14,3
Intermédiation financière par le biais de dépôts	104 359	1 413 645	1 518 004	6,9
Total des branches d'activité financières et assurances	333 424	1 891 609	2 225 033	15,0
2002				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	91 121	82 258	173 379	52,6
Sociétés d'assurance et activités connexes	121 708	191 072	312 780	38,9
Autres industries financières	26 534	160 594	187 128	14,2
Intermédiation financière par le biais de dépôts	100 464	1 330 740	1 431 204	7,0
Total des branches d'activité financières et assurances	339 827	1 764 664	2 104 491	16,1

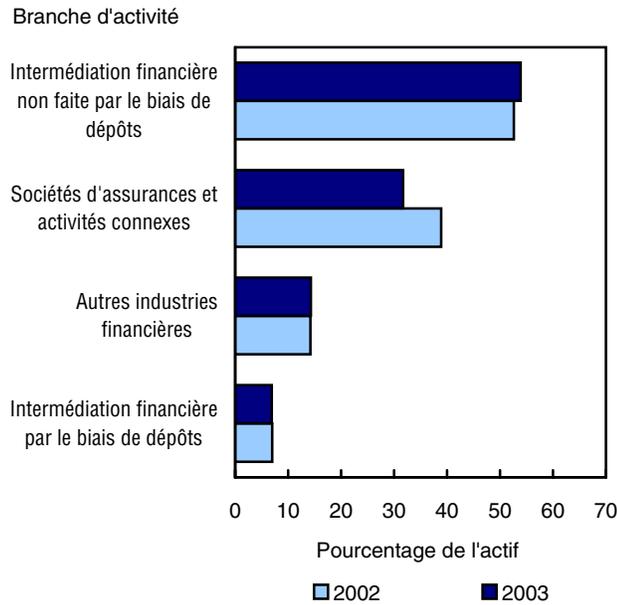
Tableau explicatif 3.3

Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité (2002-2003) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
				%
millions de dollars				
2003				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	12 163	8 138	20 301	59,9
Sociétés d'assurance et activités connexes	34 014	55 325	89 339	38,1
Autres industries financières	7 012	34 022	41 034	17,1
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5 094	81 719	86 813	5,9
Total des branches d'activité financières et assurances	58 283	179 204	237 487	24,5
2002				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	11 473	8 297	19 770	58,0
Sociétés d'assurance et activités connexes	32 825	49 495	82 320	39,9
Autres industries financières	6 675	32 149	38 824	17,2
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5 050	78 211	83 261	6,1
Total des branches d'activité financières et assurances	56 023	168 152	224 175	25,0

Graphique 3.3

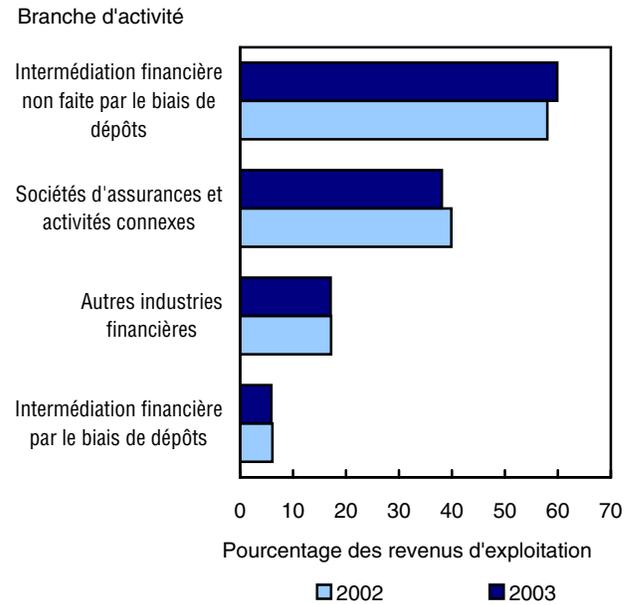
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (2002-2003) - Branches d'activité financières et assurances



Les sociétés d'assurance ont généré les revenus d'exploitation les plus élevés des sociétés sous contrôle étranger qui appartiennent au secteur financier, soit un peu plus de 34 milliards de dollars. Ce montant était trois fois plus élevé que dans toute autre branche d'activité du secteur.

Graphique 3.4

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (2002-2003) - Branches d'activité financières et assurances



Les sociétés sous contrôle étranger ont généré 38,1 % des revenus dans la branche d'activité des assurances (graphique 3.4), comparativement à seulement 5,9 % dans la branche d'activité bancaire.

Section 4

Rendement économique

4.1 Contrôle étranger — 2003

Escalade des bénéfices des sociétés à l'échelle mondiale

Depuis le début du nouveau millénaire, les bénéfices des sociétés augmentent rapidement à l'échelle mondiale, particulièrement en Amérique du Nord, en Europe et au Japon (The Economist, 2005). Au nombre des facteurs qui ont pu contribuer à cette hausse, on retrouve une croissance de la productivité, grâce à une technologie plus perfectionnée et à une gestion rationalisée, ainsi qu'à une main-d'œuvre bon

marché plus abondante par suite de l'arrivée de la Chine et de l'Inde sur les marchés mondiaux.

Le Canada a suivi la tendance observée à l'échelle internationale. Ses bénéfices ont atteint un montant record de 192 milliards de dollars en 2000, principalement sous la poussée des bénéfices du secteur non financier, qui ont augmenté de 27 milliards de dollars (tableau explicatif 4.1). Après un léger recul en 2001, les bénéfices ont à nouveau augmenté. En effet, ils ont atteint 187 milliards de dollars en 2003, ce qui n'est pas très éloigné du niveau record enregistré en 2000. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien représentaient 71,9 % de ce total, soit 135 milliards de dollars (graphique 4.1).

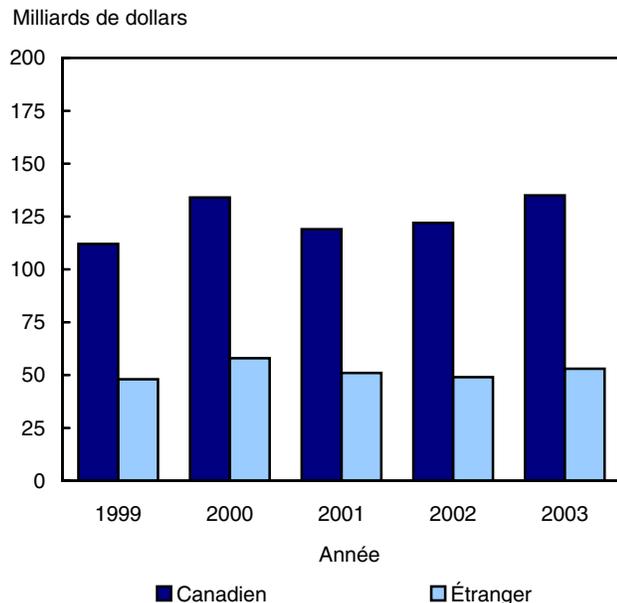
Tableau explicatif 4.1

Rendement économique (1999-2003)

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars					
Bénéfices d'exploitation					
Total	160 091	191 505	170 466	170 455	187 472
Contrôle canadien	111 949	133 631	119 264	121 675	134 709
Contrôle étranger	48 142	57 874	51 202	48 780	52 763
Non financières	117 858	144 198	128 002	130 913	137 522
Contrôle canadien	77 140	94 993	85 647	91 516	95 918
Contrôle étranger	40 718	49 205	42 355	39 397	41 604
Financières et assurances	42 231	47 307	42 464	39 542	49 950
Contrôle canadien	34 808	38 638	33 617	30 159	38 791
Contrôle étranger	7 423	8 669	8 847	9 383	11 159
pourcentage					
Marge bénéficiaire					
Total	7,8	8,3	7,1	7,0	7,5
Contrôle canadien	7,8	8,3	7,1	7,1	7,6
Contrôle étranger	8,0	8,3	7,0	6,8	7,1
Non financières	6,4	6,9	5,9	5,9	6,1
Contrôle canadien	6,0	6,6	5,7	5,9	6,0
Contrôle étranger	7,4	7,6	6,3	6,0	6,1
Financières et assurances	20,3	20,4	18,0	17,6	21,0
Contrôle canadien	22,2	21,6	18,8	17,9	21,6
Contrôle étranger	14,6	16,3	15,5	16,7	19,1

Graphique 4.1

Bénéfices d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2003) - Toutes les branches d'activité



Après avoir stagné à 7 % pendant deux ans, les marges bénéficiaires¹ ont augmenté légèrement en 2003, atteignant 7,5 % pour l'ensemble des sociétés. Les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle canadien ont enregistré une hausse d'un demi-point de pourcentage pour s'établir à 7,6 %; cette hausse est légèrement supérieure à celle des sociétés sous contrôle étranger, qui s'est accrue d'un tiers de point de pourcentage pour passer à 7,1 %.

4.2 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier

Forte hausse des bénéfices dans le secteur financier

Dans le secteur financier, les bénéfices des sociétés ont augmenté considérablement en 2003, après deux années de déclin. En effet, ils ont bondi de 26,3 % pour atteindre le chiffre record de 50 milliards de dollars (tableau explicatif 4.1). Cette augmentation est attribuable à la fois aux sociétés sous contrôle canadien (28,6 %) et aux sociétés sous contrôle

étranger (18,9 %), la branche d'activité bancaire et la branche d'activité des assurances ayant toutes les deux connu une année record.

Dans le secteur non financier, la croissance a été plus modérée. Les bénéfices des sociétés oeuvrant dans ce secteur ont augmenté de 5,0 % en 2003 pour atteindre 138 milliards de dollars, ce qui représente leur niveau le plus élevé depuis le record enregistré en 2000. La branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz est au coeur de cette hausse, les prix du pétrole brut ayant fortement augmenté au début de l'année.

Après avoir fléchi pendant deux ans, les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont progressé de 5,6 % dans le secteur non financier. On a observé une croissance légèrement plus lente (4,8 %) des bénéfices des sociétés sous contrôle canadien.

Les marges bénéficiaires sont demeurées stables dans le secteur non financier en 2003, tandis qu'elles ont augmenté sensiblement dans le secteur financier, revenant aux niveaux de 2000 (tableau explicatif 4.1). Cela a eu pour effet de creuser davantage l'écart entre les marges bénéficiaires de ces deux secteurs.

En 2003, les marges bénéficiaires du secteur financier ont atteint 21,0 %, soit trois fois et demie de plus que celles du secteur non financier. Dans les deux secteurs, les marges bénéficiaires différaient peu entre les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger.

4.3 À l'échelle de la branche d'activité

Bénéfices records pour les banques et les sociétés d'assurance

Les sociétés appartenant au secteur financier ont enregistré des bénéfices records de 50 milliards de dollars en 2003, surtout en raison des gains réalisés dans la branche d'activité bancaire et la branche d'activité des assurances. Ces deux branches d'activité ont connu leur meilleure année sur ce plan. Les bénéfices de la branche d'activité bancaire ont atteint 23,1 milliards de dollars en 2003, ce qui représente une hausse de près de 7 milliards de dollars par rapport aux résultats de l'année précédente (tableau explicatif 4.2).

1. La marge bénéficiaire est le ratio des bénéfices d'exploitation aux revenus d'exploitation.

Les bénéfices des banques ont augmenté en raison de la diminution des provisions pour pertes sur prêts et de la hausse des revenus en intérêts (Statistiques financières et fiscales des entreprises 2003). Cette augmentation a été enregistrée presque entièrement par les sociétés sous contrôle canadien, étant donné la faible ampleur du contrôle étranger dans cette branche d'activité.

La branche d'activité des assurances a aussi connu une très forte hausse de ses bénéfices. Ce fut le cas notamment des sociétés d'assurance incendie, accidents et risques divers, dont les bénéfices ont atteint 9,2 milliards de dollars, en 2003. C'est presque le double du niveau enregistré l'année précédente. Les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger ont contribué à parts égales à cette croissance exceptionnelle.

Bénéfices records pour les sociétés sous contrôle étranger de la branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz

Dans le secteur non financier, la branche d'activité de l'extraction du pétrole et du gaz a enregistré des bénéfices presque records en 2003. Les bénéfices de cette branche d'activité ont bondi de 34,7 % cette année-là pour s'établir à 19,7 milliards de dollars, ce

qui est à peine inférieur au sommet de 20,6 milliards de dollars atteint en 2001. Cette augmentation a été enregistrée à la suite d'une forte baisse de près de 30 % qui a eu lieu l'année précédente. L'essentiel de cette hausse découle de la poussée subite des prix du pétrole brut au début de l'année. La guerre en Irak a soulevé des préoccupations relativement à la stabilité de l'offre de pétrole et a fait grimper les prix du pétrole brut à des niveaux records, ce qui a contribué à augmenter les bénéfices.

Les sociétés sous contrôle étranger, qui ont profité le plus de cette hausse dans cette branche d'activité, ont vu leurs bénéfices augmenter de près de moitié par rapport à 2002 pour atteindre 10,1 milliards de dollars. C'était la première fois depuis 1999 qu'ils dépassaient les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien.

Les bénéfices des sociétés de la branche d'activité de la fabrication ont atteint un nouveau creux en 2003, s'établissant à 33,2 milliards de dollars, une somme bien inférieure au sommet de 52,3 milliards de dollars enregistré en 2000. Cette baisse a été ressentie de façon à peu près égale par les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger, qui ont vu leurs bénéfices diminuer du tiers depuis le sommet atteint en 2000.

Tableau explicatif 4.2

Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999-2003)

Branche d'activité/ pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation				
	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Non financières					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse					
Total	1 848	2 377	2 601	2 146	1 703
Contrôle canadien	1 735	2 290	2 593	2 196	1 684
Contrôle étranger	113	87	8	-50	19
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien					
Total	4 418	18 863	20 563	14 643	19 721
Contrôle canadien	1 214	10 363	10 797	7 902	9 620
Contrôle étranger	3 204	8 500	9 766	6 741	10 101
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)					
Total	1 308	2 229	1 464	1 530	1 570
Contrôle canadien	445	1 315	1 093	575	1 086
Contrôle étranger	863	914	371	955	484
Services publics					
Total	9 930	11 959	10 837	10 894	12 197
Contrôle canadien	9 734	11 889	9 949	10 490	11 703
Contrôle étranger	196	70	888	404	494
Construction					
Total	3 513	3 414	4 328	5 115	5 646
Contrôle canadien	3 257	3 194	4 120	4 715	5 243
Contrôle étranger	256	220	208	400	403
Fabrication					
Total	46 897	52 311	35 170	37 871	33 176
Contrôle canadien	20 752	23 177	16 050	18 314	15 163
Contrôle étranger	26 145	29 134	19 120	19 557	18 013
Commerce de gros					
Total	8 124	9 327	9 443	9 654	10 495
Contrôle canadien	4 655	5 321	5 509	5 404	6 074
Contrôle étranger	3 469	4 006	3 934	4 250	4 421
Commerce de détail					
Total	9 539	9 085	11 380	12 637	13 863
Contrôle canadien	7 840	7 493	9 895	10 742	11 552
Contrôle étranger	1 699	1 592	1 485	1 895	2 311
Transport et entreposage					
Total	5 844	5 538	4 585	7 037	6 419
Contrôle canadien	4 060	3 891	2 737	4 537	4 018
Contrôle étranger	1 784	1 647	1 848	2 500	2 401
Industrie de l'information et industrie culturelle					
Total	6 526	7 424	5 188	5 961	8 425
Contrôle canadien	6 246	7 357	4 669	5 682	8 043
Contrôle étranger	280	67	519	279	382
Services immobiliers et services de location et de location à bail					
Total	7 050	9 087	10 506	9 776	10 012
Contrôle canadien	6 046	7 474	8 078	9 116	9 109
Contrôle étranger	1 004	1 613	2 428	660	903
Services professionnels, scientifiques et techniques					
Total	1 868	1 004	946	1 163	1 384
Contrôle canadien	1 382	602	338	471	976
Contrôle étranger	486	402	608	692	408

Tableau explicatif 4.2 – suite

Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999-2003)

Branche d'activité/ pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation				
	1999	2000	2001	2002	2003
	millions de dollars				
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement					
Total	1 541	1 615	1 762	1 638	2 142
Contrôle canadien	1 004	1 091	1 099	1 117	1 352
Contrôle étranger	537	524	663	521	790
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale					
Total	1 603	1 687	2 022	2 225	2 952
Contrôle canadien	1 614	1 683	2 011	2 217	2 943
Contrôle étranger	-11	4	11	8	9
Arts, spectacles et loisirs					
Total	4 779	5 880	4 591	5 402	5 311
Contrôle canadien	4 709	5 844	4 508	5 331	5 280
Contrôle étranger	70	36	83	71	31
Hébergement et services de restauration					
Total	1 941	1 587	1 790	1 984	1 497
Contrôle canadien	1 653	1 263	1 415	1 577	1 186
Contrôle étranger	288	324	375	407	311
Réparation, entretien et services personnels					
Total	1 130	810	825	1 237	1 009
Contrôle canadien	795	746	786	1 131	887
Contrôle étranger	335	64	39	106	122
Financières et assurances					
Intermédiation financière par le biais de dépôts					
Total	19 414	20 618	19 235	16 481	23 107
Contrôle canadien	17 700	19 309	17 937	15 481	22 017
Contrôle étranger	1 714	1 309	1 298	1 000	1 090
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts					
Total	7 151	8 581	8 281	8 682	9 263
Contrôle canadien	4 336	5 136	3 961	3 938	3 860
Contrôle étranger	2 815	3 445	4 320	4 744	5 403
Sociétés d'assurance et activités connexes					
Total	5 092	5 965	4 760	5 392	9 152
Contrôle canadien	3 028	3 532	2 515	3 257	5 501
Contrôle étranger	2 064	2 433	2 245	2 135	3 651
Autres industries financières					
Total	10 575	12 143	10 188	8 988	8 428
Contrôle canadien	9 745	10 660	9 204	7 484	7 413
Contrôle étranger	830	1 483	984	1 504	1 015

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-008-X	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
61-219-X	Statistiques financières et fiscales des entreprises
61-517-X	Liens de parenté entre sociétés

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

179-0004	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), variables financières principales
180-0003	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2503	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM) (anciennement CALURA)
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises

Tableaux statistiques

Tableau 1

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	300	x	x	1 074	x	x	56 151	57 225
2002	401	x	x	1 056	x	x	52 788	53 844
2001	384	x	x	873	x	x	49 382	50 255
2000	459	443	180	1 082	x	x	44 980	46 062
1999	285	259	432	976	x	x	41 791	42 767
Revenus d'exploitation								
2003	199	x	x	638	x	x	38 384	39 021
2002	294	x	x	705	x	x	36 578	37 283
2001	264	x	x	568	x	x	35 722	36 290
2000	330	384	81	795	x	x	33 103	33 898
1999	363	250	369	982	x	x	29 497	30 479
Bénéfices d'exploitation								
2003	18	x	x	19	x	x	1 684	1 703
2002	5	x	x	-50	x	x	2 196	2 146
2001	9	x	x	8	x	x	2 593	2 601
2000	22	52	14	87	x	x	2 290	2 378
1999	36	28	49	113	x	x	1 735	1 848
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	0,5	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2002	0,7	x	x	2,0	x	x	98,0	100
2001	0,8	x	x	1,7	x	x	98,3	100
2000	1,0	1,0	0,4	2,3	x	x	97,7	100
1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100
Revenus d'exploitation								
2003	0,5	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2002	0,8	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,7	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	1,0	1,1	0,2	2,3	x	x	97,7	100
1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	1,1	x	x	1,1	x	x	98,9	100
2002	0,2	x	x	-2,3	x	x	102,3	100
2001	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2000	0,9	2,2	0,6	3,7	x	x	96,3	100
1999	2,0	1,5	2,6	6,1	x	x	93,9	100

Nota : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques

Tableau 2

Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	x	x	x	123 256	x	x	127 898	251 153
2002	x	x	x	115 542	x	x	117 657	233 198
2001	x	x	x	104 568	x	x	109 357	213 925
2000	x	x	x	71 888	x	x	100 563	172 452
1999	49 545	1 112	F	58 295	x	x	74 351	132 646
Revenus d'exploitation								
2003	x	x	x	58 659	x	x	46 327	104 986
2002	x	x	x	49 387	x	x	50 532	99 919
2001	x	x	x	49 676	x	x	47 601	97 277
2000	x	x	x	44 087	x	x	37 530	81 617
1999	21 915	725	F	26 454	x	x	22 796	49 250
Bénéfices d'exploitation								
2003	x	x	x	10 101	x	x	9 620	19 720
2002	x	x	x	6 741	x	x	7 902	14 643
2001	x	x	x	9 766	x	x	10 797	20 564
2000	x	x	x	8 500	x	x	10 363	18 864
1999	2 749	88	F	3 204	x	x	1 214	4 417
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	x	x	x	49,1	x	x	50,9	100
2002	x	x	x	49,5	x	x	50,5	100
2001	x	x	x	48,9	x	x	51,1	100
2000	x	x	x	41,7	x	x	58,3	100
1999	37,4	0,8	F	43,9	x	x	56,1	100
Revenus d'exploitation								
2003	x	x	x	55,9	x	x	44,1	100
2002	x	x	x	49,4	x	x	50,6	100
2001	x	x	x	51,1	x	x	48,9	100
2000	x	x	x	54,0	x	x	46,0	100
1999	44,5	1,5	F	53,7	x	x	46,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	x	x	x	51,2	x	x	48,8	100
2002	x	x	x	46,0	x	x	54,0	100
2001	x	x	x	47,5	x	x	52,5	100
2000	x	x	x	45,1	x	x	54,9	100
1999	62,2	2,0	F	72,5	x	x	27,5	100

Tableau 4

Services publics

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	x	x	x	12 740	43 561	134 211	177 772	190 512
2002	x	x	x	9 991	38 407	137 323	175 730	185 721
2001	x	x	x	10 373	35 948	136 705	172 653	183 026
2000	x	x	x	3 898	37 731	135 467	173 198	177 096
1999	x	x	x	2 720	32 250	110 482	142 733	145 453
Revenus d'exploitation								
2003	x	x	x	26 380	26 354	32 026	58 380	84 760
2002	x	x	x	18 676	28 214	30 643	58 857	77 533
2001	x	x	x	33 124	26 466	33 962	60 427	93 551
2000	x	x	x	23 546	18 517	28 697	47 214	70 760
1999	x	x	x	15 166	15 727	22 382	38 109	53 275
Bénéfices d'exploitation								
2003	x	x	x	494	2 778	8 924	11 703	12 197
2002	x	x	x	404	2 030	8 460	10 490	10 894
2001	x	x	x	888	1 867	8 082	9 949	10 837
2000	x	x	x	70	2 138	9 750	11 889	11 959
1999	x	x	x	196	2 343	7 391	9 734	9 930
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	x	x	x	6,7	22,9	70,4	93,3	100
2002	x	x	x	5,4	20,7	73,9	94,6	100
2001	x	x	x	5,7	19,6	74,7	94,3	100
2000	x	x	x	2,2	21,3	76,5	97,8	100
1999	x	x	x	1,9	22,2	76,0	98,1	100
Revenus d'exploitation								
2003	x	x	x	31,1	31,1	37,8	68,9	100
2002	x	x	x	24,1	36,4	39,5	75,9	100
2001	x	x	x	35,4	28,3	36,3	64,6	100
2000	x	x	x	33,3	26,2	40,6	66,7	100
1999	x	x	x	28,5	29,5	42,0	71,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	x	x	x	4,1	22,8	73,2	95,9	100
2002	x	x	x	3,7	18,6	77,7	96,3	100
2001	x	x	x	8,2	17,2	74,6	91,8	100
2000	x	x	x	0,6	17,9	81,5	99,4	100
1999	x	x	x	2,0	23,6	74,4	98,0	100

Tableau 8

Commerce de détail

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	23 748	3 313	694	27 755	106 190	2 464	108 654	136 409
2002	21 681	3 654	638	25 973	101 814	2 230	104 044	130 017
2001	19 071	3 237	584	22 892	91 629	2 066	93 696	116 588
2000	16 632	2 620	502	19 755	88 761	1 876	90 637	110 392
1999	15 441	3 553	402	19 395	81 033	1 393	82 425	101 821
Revenus d'exploitation								
2003	47 220	7 761	2 399	57 379	291 993	12 034	304 027	361 406
2002	45 088	8 644	2 279	56 012	280 412	10 758	291 171	347 183
2001	42 502	7 998	2 123	52 623	255 442	10 920	266 363	318 986
2000	39 112	7 291	2 093	48 496	243 226	7 741	250 967	299 463
1999	34 611	7 663	1 690	43 963	223 156	8 459	231 615	275 579
Bénéfices d'exploitation								
2003	2 153	114	44	2 311	6 999	4 553	11 552	13 863
2002	1 678	187	30	1 895	6 485	4 256	10 742	12 637
2001	1 263	198	24	1 485	5 542	4 353	9 895	11 380
2000	1 315	204	73	1 592	4 825	2 668	7 493	9 085
1999	1 188	462	49	1 699	4 812	3 028	7 840	9 540
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	17,4	2,4	0,5	20,3	77,8	1,8	79,7	100
2002	16,7	2,8	0,5	20,0	78,3	1,7	80,0	100
2001	16,4	2,8	0,5	19,6	78,6	1,8	80,4	100
2000	15,1	2,4	0,5	17,9	80,4	1,7	82,1	100
1999	15,2	3,5	0,4	19,0	79,6	1,4	81,0	100
Revenus d'exploitation								
2003	13,1	2,1	0,7	15,9	80,8	3,3	84,1	100
2002	13,0	2,5	0,7	16,1	80,8	3,1	83,9	100
2001	13,3	2,5	0,7	16,5	80,1	3,4	83,5	100
2000	13,1	2,4	0,7	16,2	81,2	2,6	83,8	100
1999	12,6	2,8	0,6	16,0	81,0	3,1	84,0	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	15,5	0,8	0,3	16,7	50,5	32,8	83,3	100
2002	13,3	1,5	0,2	15,0	51,3	33,7	85,0	100
2001	11,1	1,7	0,2	13,1	48,7	38,3	86,9	100
2000	14,5	2,2	0,8	17,5	53,1	29,4	82,5	100
1999	12,5	4,8	0,5	17,8	50,4	31,7	82,2	100

Tableau 11

Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	65 150	19 996	9 080	94 226	15 593	65 133	80 726	174 952
2002	63 269	19 486	8 365	91 121	18 197	64 061	82 258	173 379
2001	58 679	16 459	7 479	82 617	17 468	61 680	79 148	161 765
2000	57 766	17 958	9 111	84 835	18 393	55 554	73 947	158 782
1999	63 137	4 695	11 866	79 698	19 973	52 484	72 457	152 155
Revenus d'exploitation								
2003	9 092	2 388	683	12 163	3 002	5 137	8 138	20 301
2002	8 743	2 081	648	11 473	3 223	5 074	8 297	19 770
2001	8 402	1 992	678	11 072	2 864	5 306	8 171	19 243
2000	7 591	2 112	800	10 504	3 194	5 355	8 549	19 053
1999	7 999	675	849	9 524	3 539	4 704	8 243	17 767
Bénéfices d'exploitation								
2003	3 019	1 969	416	5 403	617	3 243	3 860	9 263
2002	2 847	1 501	396	4 744	655	3 282	3 938	8 681
2001	2 948	1 018	354	4 320	549	3 412	3 961	8 281
2000	2 170	774	500	3 445	778	4 357	5 136	8 580
1999	1 920	262	633	2 815	520	3 815	4 336	7 150
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	37,2	11,4	5,2	53,9	8,9	37,2	46,1	100
2002	36,5	11,2	4,8	52,6	10,5	36,9	47,4	100
2001	36,3	10,2	4,6	51,1	10,8	38,1	48,9	100
2000	36,4	11,3	5,7	53,4	11,6	35,0	46,6	100
1999	41,5	3,1	7,8	52,4	13,1	34,5	47,6	100
Revenus d'exploitation								
2003	44,8	11,8	3,4	59,9	14,8	25,3	40,1	100
2002	44,2	10,5	3,3	58,0	16,3	25,7	42,0	100
2001	43,7	10,4	3,5	57,5	14,9	27,6	42,5	100
2000	39,8	11,1	4,2	55,1	16,8	28,1	44,9	100
1999	45,0	3,8	4,8	53,6	19,9	26,5	46,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	32,6	21,3	4,5	58,3	6,7	35,0	41,7	100
2002	32,8	17,3	4,6	54,6	7,5	37,8	45,4	100
2001	35,6	12,3	4,3	52,2	6,6	41,2	47,8	100
2000	25,3	9,0	5,8	40,1	9,1	50,8	59,9	100
1999	26,9	3,7	8,8	39,4	7,3	53,4	60,6	100

Tableau 12

Sociétés d'assurance et activités connexes

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	44 769	55 714	6 750	107 232	221 198	9 982	231 180	338 413
2002	65 760	48 151	7 797	121 708	182 074	8 998	191 072	312 781
2001	63 002	44 154	9 685	116 842	159 736	8 543	168 279	285 121
2000	56 587	41 168	9 347	107 103	152 611	8 611	161 222	268 325
1999	54 313	39 320	6 045	99 679	150 422	8 292	158 714	258 393
Revenus d'exploitation								
2003	12 724	20 426	865	34 014	50 564	4 760	55 325	89 338
2002	16 535	14 318	1 972	32 825	45 023	4 472	49 495	82 320
2001	14 369	13 458	3 115	30 943	42 312	4 280	46 592	77 535
2000	12 800	13 508	1 255	27 563	41 756	4 135	45 891	73 454
1999	12 470	11 972	1 390	25 832	39 394	3 952	43 346	69 178
Bénéfices d'exploitation								
2003	1 896	1 469	287	3 651	5 252	249	5 501	9 152
2002	1 567	598	-30	2 135	3 590	-334	3 257	5 392
2001	1 274	622	348	2 245	2 757	-242	2 515	4 760
2000	1 419	900	114	2 433	3 281	251	3 532	5 966
1999	1 378	702	-16	2 064	3 010	18	3 028	5 092
pourcentage								
Pourcentage								
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	Étranger et canadien, total
Actif								
2003	13,2	16,5	2,0	31,7	65,4	2,9	68,3	100
2002	21,0	15,4	2,5	38,9	58,2	2,9	61,1	100
2001	22,1	15,5	3,4	41,0	56,0	3,0	59,0	100
2000	21,1	15,3	3,5	39,9	56,9	3,2	60,1	100
1999	21,0	15,2	2,3	38,6	58,2	3,2	61,4	100
Revenus d'exploitation								
2003	14,2	22,9	1,0	38,1	56,6	5,3	61,9	100
2002	20,1	17,4	2,4	39,9	54,7	5,4	60,1	100
2001	18,5	17,4	4,0	39,9	54,6	5,5	60,1	100
2000	17,4	18,4	1,7	37,5	56,8	5,6	62,5	100
1999	18,0	17,3	2,0	37,3	56,9	5,7	62,7	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	20,7	16,0	3,1	39,9	57,4	2,7	60,1	100
2002	29,1	11,1	-0,6	39,6	66,6	-6,2	60,4	100
2001	26,8	13,1	7,3	47,2	57,9	-5,1	52,8	100
2000	23,8	15,1	1,9	40,8	55,0	4,2	59,2	100
1999	27,1	13,8	-0,3	40,5	59,1	0,4	59,5	100

Tableau 14

Intermédiation financière par le biais de dépôts

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	28 295	63 706	12 358	104 359	x	x	1 413 645	1 518 005
2002	26 360	64 026	10 078	100 464	x	x	1 330 740	1 431 205
2001	32 639	61 970	10 431	105 039	x	x	1 274 417	1 379 457
2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 188 200	1 281 416
1999	23 798	100 693	10 369	134 860	x	x	1 079 380	1 214 240
Revenus d'exploitation								
2003	1 280	3 204	610	5 094	x	x	81 719	86 814
2002	1 286	3 201	563	5 050	x	x	78 211	83 261
2001	2 119	4 024	901	7 044	x	x	88 172	95 216
2000	2 606	4 458	918	7 982	x	x	87 520	95 502
1999	1 513	8 360	1 276	11 150	x	x	74 262	85 412
Bénéfices d'exploitation								
2003	270	698	122	1 090	x	x	22 017	23 107
2002	183	688	129	1 000	x	x	15 481	16 481
2001	263	824	211	1 298	x	x	17 937	19 235
2000	360	730	219	1 309	x	x	19 309	20 618
1999	359	1 147	209	1 714	x	x	17 700	19 415
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	1,9	4,2	0,8	6,9	x	x	93,1	100
2002	1,8	4,5	0,7	7,0	x	x	93,0	100
2001	2,4	4,5	0,8	7,6	x	x	92,4	100
2000	2,0	4,4	0,8	7,3	x	x	92,7	100
1999	2,0	8,3	0,9	11,1	x	x	88,9	100
Revenus d'exploitation								
2003	1,5	3,7	0,7	5,9	x	x	94,1	100
2002	1,5	3,8	0,7	6,1	x	x	93,9	100
2001	2,2	4,2	0,9	7,4	x	x	92,6	100
2000	2,7	4,7	1,0	8,4	x	x	91,6	100
1999	1,8	9,8	1,5	13,1	x	x	86,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	1,2	3,0	0,5	4,7	x	x	95,3	100
2002	1,1	4,2	0,8	6,1	x	x	93,9	100
2001	1,4	4,3	1,1	6,7	x	x	93,3	100
2000	1,7	3,5	1,1	6,3	x	x	93,7	100
1999	1,8	5,9	1,1	8,8	x	x	91,2	100

Tableau 17

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	7 894	1 648	373	9 915	x	x	29 021	38 935
2002	7 140	1 270	F	8 704	x	x	27 105	35 809
2001	7 601	1 278	293	9 172	x	x	24 468	33 640
2000	7 101	1 027	312	8 440	x	x	21 478	29 918
1999	F	1 158	298	9 500	x	x	21 394	30 895
Revenus d'exploitation								
2003	6 528	2 398	727	9 654	x	x	41 725	51 379
2002	6 194	1 955	F	8 846	x	x	39 311	48 157
2001	6 340	2 119	857	9 316	x	x	39 063	48 380
2000	5 763	1 582	850	8 194	x	x	34 042	42 236
1999	F	1 450	449	7 521	x	x	31 226	38 747
Bénéfices d'exploitation								
2003	670	135	-14	790	x	x	1 352	2 142
2002	470	66	F	521	x	x	1 117	1 638
2001	600	39	24	663	x	x	1 099	1 763
2000	465	24	35	524	x	x	1 091	1 615
1999	F	15	5	537	x	x	1 004	1 541
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	20,3	4,2	1,0	25,5	x	x	74,5	100
2002	19,9	3,5	F	24,3	x	x	75,7	100
2001	22,6	3,8	0,9	27,3	x	x	72,7	100
2000	23,7	3,4	1,0	28,2	x	x	71,8	100
1999	F	3,7	1,0	30,8	x	x	69,2	100
Revenus d'exploitation								
2003	12,7	4,7	1,4	18,8	x	x	81,2	100
2002	12,9	4,1	F	18,4	x	x	81,6	100
2001	13,1	4,4	1,8	19,3	x	x	80,7	100
2000	13,6	3,7	2,0	19,4	x	x	80,6	100
1999	F	3,7	1,2	19,4	x	x	80,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	31,3	6,3	-0,7	36,9	x	x	63,1	100
2002	28,7	4,0	F	31,8	x	x	68,2	100
2001	34,1	2,2	1,4	37,6	x	x	62,4	100
2000	28,8	1,5	2,2	32,5	x	x	67,5	100
1999	F	1,0	0,3	34,9	x	x	65,1	100

Tableau 18

Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	302	x	x	382	x	x	26 078	26 460
2002	280	x	x	376	x	x	23 874	24 250
2001	267	x	x	350	x	x	21 459	21 809
2000	597	x	x	708	x	x	19 941	20 650
1999	367	x	x	529	x	x	17 730	18 258
Revenus d'exploitation								
2003	363	x	x	439	x	x	26 676	27 115
2002	238	x	x	324	x	x	24 134	24 458
2001	259	x	x	356	x	x	21 960	22 316
2000	516	x	x	695	x	x	20 550	21 245
1999	288	x	x	448	x	x	19 532	19 981
Bénéfices d'exploitation								
2003	8	x	x	9	x	x	2 943	2 953
2002	6	x	x	8	x	x	2 217	2 225
2001	6	x	x	11	x	x	2 011	2 022
2000	-9	x	x	4	x	x	1 683	1 687
1999	-18	x	x	-11	x	x	1 614	1 603
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	1,1	x	x	1,4	x	x	98,6	100
2002	1,2	x	x	1,5	x	x	98,5	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,9	x	x	3,4	x	x	96,6	100
1999	2,0	x	x	2,9	x	x	97,1	100
Revenus d'exploitation								
2003	1,3	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2002	1,0	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,4	x	x	3,3	x	x	96,7	100
1999	1,4	x	x	2,2	x	x	97,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2002	0,3	x	x	0,4	x	x	99,6	100
2001	0,3	x	x	0,6	x	x	99,4	100
2000	-0,6	x	x	0,2	x	x	99,8	100
1999	-1,1	x	x	-0,7	x	x	100,7	100

Tableau 21

Réparation, entretien et services personnels

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2003	4 598	x	x	4 891	x	x	20 449	25 340
2002	4 235	x	x	4 515	x	x	19 408	23 923
2001	1 643	x	x	1 940	x	x	18 659	20 598
2000	F	x	x	F	x	x	18 727	20 946
1999	2 572	x	x	3 176	x	x	18 901	22 077
Revenus d'exploitation								
2003	1 403	x	x	1 783	x	x	28 596	30 379
2002	1 331	x	x	1 712	x	x	28 314	30 025
2001	1 309	x	x	1 676	x	x	26 961	28 637
2000	F	x	x	F	x	x	25 374	27 914
1999	3 504	x	x	4 591	x	x	24 530	29 121
Bénéfices d'exploitation								
2003	123	x	x	122	x	x	887	1 010
2002	90	x	x	106	x	x	1 131	1 237
2001	30	x	x	39	x	x	786	824
2000	F	x	x	F	x	x	746	810
1999	192	x	x	335	x	x	795	1 130
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2003	18,1	x	x	19,3	x	x	80,7	100
2002	17,7	x	x	18,9	x	x	81,1	100
2001	8,0	x	x	9,4	x	x	90,6	100
2000	F	x	x	F	x	x	89,4	100
1999	11,7	x	x	14,4	x	x	85,6	100
Revenus d'exploitation								
2003	4,6	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2002	4,4	x	x	5,7	x	x	94,3	100
2001	4,6	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2000	F	x	x	F	x	x	90,9	100
1999	12,0	x	x	15,8	x	x	84,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2003	12,2	x	x	12,1	x	x	87,9	100
2002	7,3	x	x	8,6	x	x	91,4	100
2001	3,6	x	x	4,7	x	x	95,3	100
2000	F	x	x	F	x	x	92,0	100
1999	17,0	x	x	29,6	x	x	70,4	100

Concepts, méthodes et qualité des données

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise ses données de deux grandes sources :

- (a) données sur le contrôle étranger principalement tirées des déclarations produites tous les ans à Statistique Canada en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) statistiques financières venant du Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Comme la publication annuelle portant sur la statistique financière des entreprises traite déjà en profondeur des concepts, des méthodes et de la qualité des données financières, nous ne reproduisons ici que certains des éléments de ce traitement. Nous renvoyons le lecteur intéressé à la dernière version de la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises 2003* (N° au catalogue 61-219-X) pour un examen complet de la question. On peut trouver ce document au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous « Produits et services ».

Sources de données et méthodes

Introduction

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations produites sur la propriété et les pays de résidence des propriétaires de sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Ces données sont recueillies au niveau des personnes morales. Elles sont ensuite reliées aux données financières du Programme des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie aux fins de la présente publication. Ces données sont présentées au niveau des entreprises. Notre rapport porte donc sur les entreprises

Champ d'observation

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige une déclaration complète de toute société exerçant une activité économique au Canada et dont; Les revenus bruts sont de plus de 15 millions, l'actif, est plus de 10 millions et ou la dette à long terme ou l'avoir dû aux non-résidents est d'une valeur comptable de plus de 200 000 \$. Dans les calculs qu'elle doit effectuer, chaque société doit tenir compte des revenus et de l'actif de ses sociétés affiliées selon la définit par la Loi.

Méthodes

Données sur les pays de contrôle

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise dans trois grandes sources ses données sur les pays de contrôle :

- (a) données tirées des déclarations de propriété produites à Statistique Canada comme organisme d'administration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) recherche dans les sources publiques décrivant le contrôle et la structure des sociétés;
- (c) données puisées dans les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada qui se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Respectant la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, Statistique Canada traite les données de déclaration de propriété pour toutes les sociétés répondant aux critères financiers énoncés par cette loi (voir plus haut la section « Champ d'observation »). Grâce à ces données, nous établissons les liens entre les sociétés mères et leurs filiales. Le but étant, de dégager la structure de parenté des sociétés et de reconnaître le pays de contrôle ultime. Quelques 40 000 sociétés répondent à ces critères tous les ans.

Les données administratives sont complétées par des données de recherche provenant d'autres sources publiques à des fins d'actualisation des données : Sites web, gazettes, coupures de presse ou les registres des entreprises des gouvernements fédéraux et provinciaux.

Nous avons recourt à une troisième source de renseignements sur les pays de contrôle par les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada pour toutes les autres sociétés non assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Ces dossiers sont utilisés afin d'établir une description des entreprises de moindre taille dont la structure est habituellement plus simple et qui, pour la plupart, se trouvent sous contrôle canadien.

Données financières

Dans le Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, nous réunissons trois sources de données financières aux fins de recensement de toutes les unités faisant partie de la population d'intérêt. Les voici :

- données annualisées du Relevé trimestriel des états financiers (RTEF) de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie;
- données de l'enquête de la Division des institutions publiques sur les entreprises publiques (EP) de ressort provincial ou fédéral qui se trouvent dans le secteur des entreprises;
- données administratives d'imposition des sociétés sous la forme de déclarations T2 de revenus des sociétés et dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Période de référence

Les nouvelles données présentées dans ce rapport décrivent les activités des entreprises en 2003. Les données de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises portent approximativement sur la période d'une année civile. Les données sur les entreprises publiques visent des exercices qui souvent, correspondent à l'exercice (d'avril à mars) des administrations publiques, mais qui, à compter de l'année de référence 2002, ont été adaptées à un traitement par année civile. Les données administratives de l'Agence du revenu du Canada que nous utilisons proviennent des états financiers produits par les sociétés dans leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Nous établissons donc des estimations pour les années civiles par des agrégations de branches d'activité qui consistent en réalité en une combinaison de données tant d'année civile que d'exercice qui peuvent ne pas correspondre parfaitement à un traitement par année civile.

Informations financières

Le présent rapport décrit en détail le contrôle étranger de toutes les sociétés exerçant leurs activités au Canada. Le tableau explicatif 1 résume la population appréhendée. Nous comptons 1 200 916 sociétés en exploitation au Canada en 2003. Inclut dans ce total, nous retrouvons la « gestion de sociétés et d'entreprises » que nous excluons du présent rapport. Le Relevé trimestriel des états financiers nous fournit des données consolidées sur 3 956 entreprises de très grande taille. L'enquête sur les entreprises publiques nous renseigne sur 131 entreprises. Le reste de l'information provient des données administratives sur la fiscalité des entreprises.

Tableau explicatif 1

Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation selon la source de données, 2003

Source d'information	Entreprises		Proportion de l'actif total	Proportion des revenus d'exploitation totaux
	nombre	%		
Relevé trimestriel des états financiers	3 956	66		49
Données sur les entreprises publiques	131	8		4
Données administratives sur la fiscalité des entreprises	1 196 829	26		47
Total	1 200 916	100		100

Collecte et traitement

Les données sur les états financiers (RTEF) et les entreprises publiques (EP) sont recueillies au niveau de l'entreprise, mais les données administratives sur la fiscalité, sont recueillies au niveau non consolidé des personnes morales. Nous récapitulons les données des personnes morales appartenant à une famille de sociétés (personnes morales multiples) au niveau des entreprises.

Vérification et imputation

Les données financières font l'objet de plusieurs vérifications de cohérence interne et de contrôle de valeurs extrêmes. Nous procédons à l'imputation de non-réponse globale par deux méthodes générales. La méthode privilégiée et communément adoptée, fait appel à des données chronologiques sur les unités de non-réponse et les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. À défaut de données chronologiques sur les « naissances » par exemple, nous prenons des « donneurs » de la même taille et de la même branche d'activité pour combler les valeurs manquantes. Voir la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises* (2003) pour plus de détails.

Exclusion de l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)

Est exclu des totalisations du présent rapport la « gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55), qui ne fait pas l'objet d'une consolidation au niveau de l'entreprise. Sont également exclues depuis le milieu des années 80, les sociétés de portefeuille de la publication LDPM.

Les sociétés de portefeuille qui sont consolidées avec les autres composantes de leur entreprise sont classifiées selon le code SCIAN correspondant à l'activité prédominante de l'entreprise.

Révisions

Les données financières des années antérieures utilisées dans ce rapport sont des données révisées, suite à l'amélioration des taux de réponse, des corrections d'erreurs et d'autres modifications. Les données sur les sociétés et les pays de contrôle font l'objet d'une révision moins systématique, bien que des modifications y soient apportées.

Concepts et indicateurs

Concepts principaux

Unité statistique

L'unité statistique du présent rapport est l'**entreprise**. Une entreprise est une famille d'affaires commerciales sous propriété et contrôle communs pour lesquelles un ensemble d'états financiers consolidés est produit annuellement.

La participation majoritaire appelée contrôle de l'entreprise, peut venir d'un particulier, d'un groupe, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et qui n'en contrôle pas à son tour une autre, est appelée une entreprise à société unique.

Les entreprises publiques (EP) sont les entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

Contrôle des sociétés

Il y a contrôle d'une société si on a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Il y a **contrôle direct** par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté par les soins ou au bénéfice de ce particulier, de ce groupe ou de cette société. Dans le cas des options ou des droits irrévocables d'acquisition d'actions, on calcule les participations par actions donnant droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées. Le **contrôle effectif** d'une société est le contrôle qui s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. C'est le contrôle qui est attribué dans la base de données et la publication sur les liens de parenté entre sociétés. Voici les règles d'évaluation d'une situation de contrôle effectif :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession où font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable des actions donnant droit de vote de celle-là, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société est propriétaire de plus de 33 % des actions donnant droit de vote d'une autre société et que cette tranche d'actions est supérieure en pourcentage aux deux tranches suivantes combinées, la seconde est considérée comme étant sous le contrôle effectif de la première.
- Si un contrôle est reconnu par une société, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Il faut enfin user de prudence dans l'utilisation du terme « contrôle ». Dans bien des cas où l'on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent encore jouir d'une autonomie considérable dans leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. La notion de contrôle d'une société devrait être tenue pour une simple possibilité qui se réalise dans un monde de sociétés industrielles aux pratiques de gestion des plus variées.

Pays de contrôle

Le plus souvent lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Chaque filiale d'une entreprise internationale est assignée au même pays de contrôle que sa société

mère. Une société dont les droits de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger se voit attribuer le pays de contrôle du propriétaire sous contrôle étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger sont copropriétaires à parts égales des droits de vote d'une société résidente au Canada, le pays de contrôle est attribué selon l'ordre de préférence déterminé par le niveau global d'investissement direct étranger au Canada. Ainsi, les États-Unis ont préséance à cet égard sur tous les autres pays de sociétés étrangères, puisqu'ils présentent le plus haut niveau d'investissement direct étranger au Canada.

Classification des branches d'activité

Depuis 1999, les Statistiques financières et fiscales des entreprises reposent sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)¹. De 1988 à 1998, la Classification type des industries pour les sociétés et les entreprises (CTI-C 1980) a été utilisée dans ce cadre. Avant 1988, on se reportait à la classification des activités économiques pour les établissements (CAE-E, 1960).

Le SCIAN est une classification industrielle par activités qui a été élaborée par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de créer un cadre uniforme de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques industrielles exploitées par les analystes de politiques publiques, les milieux universitaires, les chercheurs, le monde des affaires et la population. Il vise principalement à la caractérisation de la production économique des établissements. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée dicte le code SCIAN de l'établissement.

Au moment d'établir le code SCIAN à attribuer à une entreprise statistique, nous déterminons le code SCIAN de chaque établissement appartenant à cette entreprise. C'est le code représentant l'établissement à la valeur ajoutée la plus importante qui est alors attribué à l'entreprise statistique. À la différence de la CTI-C de 1980, le SCIAN ne classe pas les activités en intégration. Ainsi, une entreprise du secteur pétrolier peut s'occuper d'exploration, d'extraction, d'affinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Dans la CTI de 1980, il y avait un code de classification pour les activités pétrolières en intégration, mais dans le SCIAN, on attribue un code à une entreprise selon l'activité qui apporte le plus de valeur ajoutée. Cette classification est une nomenclature fine et hiérarchisée qui compte 920 branches d'activité à 6 chiffres. Ces branches sont agrégées en 20 secteurs d'activité : extraction minière, fabrication, commerce de gros ou de détail, construction, etc.

Indicateurs clés

L'**actif total** est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts, comptes débiteurs et produits courus, stocks, placements et comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées, investissements de portefeuille, prêts consentis à d'autres entreprises, immobilisations, etc.

Les **revenus d'exploitation** sont le produit de la vente de biens et de services, de location et de location-exploitation et sous forme de commissions, de droits de franchisage, de redevances, etc.

Les **dépenses d'exploitation** sont le coût des biens et des services comme facteur de production, les salaires et traitements, la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés, les contributions indirectes, les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments, des machines et des ressources naturelles, etc.

Les **bénéfices d'exploitation** sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation. Ils sont le produit net des principales activités commerciales d'une entreprise. Ces bénéfices se présentent avant prise en compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif et des charges d'impôt sur le revenu.

1. Commencant avec ce rapport, l'industrie de l'extraction de charbon est maintenant incluse avec l'industrie de l'extraction minière (au lieu de l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz) et l'industrie de l'assurance maintenant comprend les activités comme les agences d'assurance et les courtiers d'assurance.

La **marge bénéficiaire d'exploitation** correspond à la capacité de la direction à tirer des bénéfices des activités commerciales principales de l'entreprise. Elle se présente comme le quotient des bénéfices et des revenus d'exploitation.

$$\text{Marge bénéficiaire d'exploitation} = \frac{\text{Bénéfices d'exploitation}}{\text{Revenus totaux d'exploitation}}$$

Précision des données

Pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations de propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Les sociétés qui se trouvent au dessus d'un certain seuil sont tenues de produire des déclarations contrairement aux autres. On y voit donc là, un recensement de toutes les sociétés dépassant ce seuil et, par conséquent, la précision de ces données n'est pas mesurée par le coefficient de variation habituel.

Nous disposons cependant d'un certain nombre de procédures destinées à garantir la précision des données sur les pays de contrôle. Les analystes se reportent aux structures des années antérieures afin d'identifier les cas où des modifications de structure et de contrôle de sociétés ont bel et bien été déclarées. Les modifications apportées sont scrutées et validées à l'aide de sources utilisées par une équipe de spécialistes de l'analyse structurelle. Ces spécialistes, puisent aussi régulièrement à des sources publiques comme les gazettes provinciales, les revues, les journaux et même l'information des fournisseurs Internet afin de repérer et de mettre à jour les données sur les sociétés de plus grande taille. Les spécialistes de l'analyse structurelle consultent constamment ces mêmes sources pour se renseigner sur les changements de structure et de contrôle des grandes sociétés entre les périodes de production des déclarations relevant de la LDPM. La population visée est extrêmement dynamique, et une observation permanente est essentielle si l'on entend garantir l'exactitude des données relatives à la structure des sociétés. Il faut aussi dire que, par conséquent, une mesure de précision fondée sur l'observation annuelle de la Loi n'a rien de significatif.

Des données uniquement tirées des déclarations de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sauraient suffire à regrouper les sociétés canadiennes dans les entreprises correspondantes, puisque les sociétés sont uniquement tenues de déclarer leur société mère immédiate à l'étranger. Grâce à une recherche dans les publications internationales sur les finances et la propriété, nous avons pu identifier dans bien des cas la société mère possédant le contrôle ultime. Par ce moyen, nous avons pu attribuer avec plus de précision un pays d'origine aux entreprises multinationales.

Données financières

Nous nous sommes considérablement efforcés d'appliquer des normes élevées à toutes les activités de collecte et de traitement, mais les statistiques financières ainsi obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Dans l'information statistique, il existe deux catégories d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui s'appliquent à ce programme, puisqu'il n'y a pas de plan d'échantillonnage appliqué à la production des estimations en question.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont d'une provenance diverse et difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon l'utilisation des données. Au nombre de ces erreurs, il y a les lacunes de l'information livrée par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et des irrégularités de traitement comme les erreurs de saisie de données.

Les statistiques financières ont fait l'objet d'une analyse avant publication. En général, il faut procéder à un examen détaillé des réponses individuelles (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions et tendances économiques en général et à des comparaisons avec d'autres ensembles de données d'intérêt.

Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières déclarées est sauvegardée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*. C'est pourquoi les statistiques sont diffusées uniquement sous une forme agrégée. Les dispositions de confidentialité de cette loi l'emportent sur les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, le but étant de garantir la confidentialité des données individuellement déclarées par les répondants. Il convient cependant de noter que les données sur la structure des sociétés obtenues dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sont pas confidentielles en soi. Elles le deviennent lorsqu'elles sont reliées aux données financières recueillies dans le cadre de la *Loi sur la statistique*.

Limites des données

Pour être valables dans une analyse longitudinale ou transversale, les définitions des données doivent être uniformes dans, ou entre les périodes temporelles. La capacité d'exploiter des données pour fin d'analyse dépend du cadre conceptuel où cette information est employée.

Les données en question sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Si les concepts PCGR conviennent à l'application des données, il peut toujours se poser des problèmes de cohérence (entre unités ou dans le temps) à l'égard des éléments pour lesquels les PCGR ne prescrivent pas de traitement particulier ou laissent une certaine latitude. Un des problèmes généraux avec les PCGR pour certaines utilisations, est la prescription d'un traitement au coût d'origine des actifs (c'est à-dire à leur coût au moment de l'acquisition). Ainsi, dans le cadre des données du bilan ou les ratios tirés des bilans, les comparaisons dans le temps et entre branches d'activité peuvent induire en erreur.

Disponibilité d'un complément d'information

On peut obtenir des totalisations autres que celles du présent rapport en recouvrement des frais. Les données disponibles relèvent des règles de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. On doit en faire la demande auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada à Ottawa (téléphone : 1 866 811-6235; télécopieur : (613) 951-0319).

Appendice A

Bibliographie

Cross, P. « L'observateur économique canadien - Fin d'année ». Avril 2004. N° au catalogue 11-010-X. Ottawa : Statistique Canada.

The Economist. « A World Awash with Profits ». 10 février 2005. London.

« Statistiques financières et fiscales des entreprises 2003 ». Février 2005. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-219-X. Ottawa : Statistique Canada.

Garvey, G. et R. Giammarino. 1998. « Les restrictions à la propriété et la valeur des actions des banques canadiennes ». Rapport de recherche. Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien.

Sorenson, D. 2000. « Characteristics of Merging Firms ». Journal of Economics and Business. 52 : 423 – 433.